

# LE DEVOIR

Vol. LXXXVI - No 240

MONTREAL, LE LUNDI 16 OCTOBRE 1995

75c + TPS + TVQ / Toronto 18

PERSPECTIVES

## Zone sinistrée

Quand les caisses à sec deviennent le moteur d'une éventuelle réforme

Mike Harris l'a dit jeudi dernier à Toronto, Jean Charest l'avait dit la veille, les premiers ministres provinciaux le disent aussi, et Daniel Johnson l'a redit hier: un vent, un ouragan de décentralisation s'apprête à balayer le Canada. L'image est trop ironique pour qu'on ne pose pas la question: ce pays sera-t-il bientôt déclaré zone sinistrée?

Bizarre autant qu'étrange, diraient les frères Dupond/t. Pendant que les Québécois s'évertuent à placer les matières liées à la Constitution — bien qu'on ne sache plus trop ce que cela signifie au juste — à la queue de leurs revendications, les citoyens du reste du Canada, dans un récent sondage, indiquent que l'unité nationale est leur première préoccupation. On pourra toujours observer qu'à quelques jours du verdict, un tel réveil était prévisible, il reste que la notion de bloc archi-écœuré, pressé d'en finir d'une façon ou d'une autre, en prend pour son rhume. A moins que ce ne soit l'illustration du fait que les Canadiens anglais, eux, savent ce qu'ils veulent?

En tout cas, s'ils ne le savent pas, on en connaît qui se chargeront de décider pour eux. Du reste, c'est déjà commencé. Ralph Klein avait montré la voie dans la conservatrice Alberta, et l'urgence de budgets équilibrés a gagné des gouvernements de toutes les couleurs. Dernier en date, fort d'un mandat tout frais, Mike Harris applique sa médecine de cheval qui promet pour le moment de se traduire par des compressions de trois quarts de milliard, une baisse de 22% des prestations d'aide sociale et l'abolition de la loi anti-briseurs de grève. Et ce n'est qu'un début.

Mais l'Ontario, comme le démontrent les manifestations à répétition, ne marche pas sans regimber au pas de l'austérité et des coupes brutales. Les paries restent d'ailleurs ouverts quant aux limites que les Tories se croiront autorisés d'atteindre. Pour plusieurs, après deux mois à peine de cette «révolution du bon sens» qui se drape dans la vertu budgétaire pour dissimuler son ultra-conservatisme revanchard apprêté à la sauce américaine, on en a déjà trop vu; pour d'autres, il fallait que M. Harris établisse clairement, d'entrée de jeu, son ordre du jour, quitte à renoncer à certains engagements une fois que le message aura été saisi.

Pour le Québec, ce message n'est pas sans conséquences. En fait, c'est celui que lui envoie la classe politique canadienne chaque fois qu'elle en a l'occasion pour l'inciter à voter NON. Toutes ces allusions aux «changements» trouvent leur source dans l'état des finances publiques fédérales. Ottawa n'ayant plus les moyens de ses politiques, la volonté d'«autonomie» exprimée par le Québec depuis 30 ans trouverait enfin oreille compatissante.

Paradoxal, non? La faillite comme *modus vivendi*. Les caisses à sec comme moteur d'une réforme de la fédération et comme argument massue contre la séparation: comment imaginer faire vivre deux pays avec des fonds insuffisants pour un seul? La mosaïque acquise à crédit s'effiloche, mais elle demeure la plus belle du monde et mieux vaut protéger son coin déchiré que d'en commencer une nouvelle sans fil ni aiguille. Devant l'ampleur des embûches, le Canada doit se serrer les coudes et rester uni.

Pour promouvoir leur thèse, les souverainistes n'ont pas manqué de souligner cette indigence et les menaces que font planer sur le Québec les politiques de droite qu'elle suscite. Lucien Bouchard a qualifié la méthode Harris de «sans-cœur» et accusé les libéraux fédéraux de garder dans leur manche une stratégie similiaire, qui commencerait par le charcutage de l'assurance-chômage et des pensions de vieillesse.

Il reste bien sûr au camp du OUI à dire comment un Québec souverain pourrait éviter d'avoir à se pencher sur les mêmes problèmes. S'il voit le jour, il ne roulera, après tout, pas précisément sur l'or. Mais ce que laissent ainsi entendre les souverainistes soulève quelques questions intéressantes. N'est-ce que tactique de bonne guerre — temporiser et rassurer avant le vote —, ou le Québec est-il réellement plus à gauche que le reste du Canada? Et si oui, aussi noble et généreux que soit son fameux «projet de société», le nouveau pays pourrait-il se soustraire longtemps à la poigne de ses banquiers?

Tout est peut-être question d'équilibre, ainsi que s'est fait fort de le souligner la nouvelle leader du Nouveau Parti démocratique, Alexa McDonough, au cours du week-end. Dans une situation rendue difficile par une dette galopante, il est facile de succomber à la tentation de l'extrême, aux solutions expéditives. Mais le risque est grand de perdre de vue ce pour quoi on se bat.

Aussi les appels à la décentralisation donnent-ils l'impression de sonner faux. D'abord parce que, sauf en ce qui concerne Preston Manning qui en parle depuis des années, ils surviennent à un moment trop crucial pour qu'on puisse croire à une coïncidence. Ensuite parce qu'ils nient la «fibre canadienne» même à laquelle on demande aux Québécois d'adhérer.

A moins, évidemment, que le Canada ne soit rien d'autre qu'un espace fiscal. Ou qu'on soit convaincu que les zones sinistrées soient celles où se produisent les plus émouvantes manifestations de solidarité.

INDEX		MÉTÉO	
Agenda.....B7		Montréal	Nuageux avec éclaircies. 30% de possibilité d'averses. Max: 12
Avis publics.....A7		Québec	Nuageux avec éclaircies. 30% de possibilité d'averses. Max: 11
Classées.....B6			Détails en B 4
Culture.....B8			
Économie.....B2			
Éditorial.....A8			
Le monde.....A6			
Mots croisés.....B6			
Les sports.....B6			

L'ENTREVUE

Léon Schwartzberg: l'art de la compassion  
PAGE B 1



CULTURE

Le FIND sous le signe des découvertes  
PAGE B 8



LES ACTUALITÉS

Le NPD reconnaîtra le résultat du référendum  
PAGE A 3

## «Voter OUI, c'est bloquer le changement»

Le Québec doit saisir l'occasion de renouveler la fédération puisqu'un vent de changement souffle au Canada, estime Daniel Johnson

KATHLEEN LÉVESQUE  
LE DEVOIR

Orion — Daniel Johnson a battu en brèche hier l'un des principaux fleurons du projet souverainiste: l'espoir de changement. Le chef du camp du NON affirme qu'un vote pour le OUI équivaut à empêcher le désir de changement des Québécois de se réaliser.

C'est après avoir fouetté ses troupes dans son comté de Vaudreuil avant qu'elles n'entreprennent le travail de porte-à-porte, que M. Johnson a brossé un sombre ta-

bleau de ce qui attend la population dans l'éventualité d'un Québec souverain. «La seule façon de bloquer le changement, c'est la séparation. Comment voulez-vous qu'on participe au changement de la fédération canadienne si on se sépare?»

«On met fin au désir de changement des Québécois», a-t-il affirmé.

Selon ce dernier, le Québec doit saisir l'occasion de renouveler la fédération canadienne puisqu'un vent de changement souffle au Canada tel que l'ont exprimé au cours des derniers jours les premiers ministres de l'On-

tario et du Nouveau-Brunswick, Mike Harris et Frank McKenna. Daniel Johnson assure qu'il existe une réelle volonté de décentralisation de certains pouvoirs, tout comme le prône le Parti libéral du Québec. Il ne dévie toutefois pas de son plan de campagne et refuse de déposer une offre de renouvellement constitutionnel.

«Il y a une véritable alliance qui est potentielle. On peut souhaiter que le Québec fasse partie de ces changements-là qui sont en train de se dessiner sur le rééqui-

VOIR PAGE A 8: JOHNSON

## «L'avenir du Québec appartient aux femmes»



PHOTO ROBERT SKINNER

LES SONDAGES indiquant que les femmes seraient actuellement moins portées que les hommes à appuyer la souveraineté, le camp du OUI s'est payé un mini-blitz auprès des femmes au cours du week-end. «L'avenir du Québec appartient aux femmes», déclarait hier Lucien Bouchard, pendant qu'une quinzaine de comédiennes sillonnaient les rues de Montréal. Voir page A 3.

- Preston Manning rêve d'un fédéralisme de coopération..... A 2
- Daniel Johnson est ridiculisé dans son fief..... A 3
- Troisième éditorial de six sur le référendum: L'inclusion malaisée..... A 6



## Un nouveau cheval de Troie

Ottawa utilise de plus en plus l'environnement pour miner les compétences du Québec, dit le MEF

LOUIS-GILLES FRANCOEUR  
LE DEVOIR

Le gouvernement fédéral utilise de plus en plus l'environnement et le concept de développement durable pour miner les compétences du Québec en matière de ressources naturelles, amorçant une nouvelle vague centralisatrice qui vise au cœur l'économie, l'aménagement du territoire, la gestion des forêts, des mines et de l'agriculture, l'énergie et les affaires municipales.

C'est ce que démontre une étude intitulée *Impacts du fédéralisme sur l'exercice des responsabilités du Québec dans le domaine de l'environnement et de la faune*, que doit divulguer cette semaine son auteur, le ministre de l'Environnement et de la Faune (MEF).

Cette étude ne fait pas partie de la batterie de rapports pilotés par le ministre délégué à la Restructuration,

VOIR PAGE A 8: MEF

## Le général prudence en campagne

Tout est admirable chez Colin Powell, chez cet homme apparemment lisse: sa carrière, bien sûr, mais aussi sa femme ravissante et dévouée, ses trois enfants exemplaires, le manoir qu'il a acheté près de Washington grâce à ses cachets... Incarnation du rêve américain, le vainqueur du Golfe, l'enfant de Harlem qui a accédé à la fonction la plus haute qu'un militaire puisse convoiter — chef d'état-major de l'armée la plus puissante du monde, pourrait bien être le premier président noir des États-Unis. Mais Colin Powell n'est

pas du genre à se précipiter, même à la Maison-Blanche. Prudence est son maître mot, son code de conduite. Il attend, pendant que les sondages favorables grimpent. Il ne prendra la décision de se présenter qu'en novembre, après avoir consulté son épouse. Chaque chose en son temps; pour le moment, il mène une autre campagne: la promotion de son livre, *My American Journey*. Une campagne qu'il conduit avec la précision d'une opération militaire.

SYLVIE KAUFFMANN  
LE MONDE

L est 14 heures, en ce mardi d'automne. Colin Powell n'arrive que dans deux heures, mais la file d'attente serpente déjà le long de Connecticut Avenue, au cœur de Washington. Pour que, dans ce berceau du pouvoir où le travail est un culte et la compétition professionnelle un sport, trois cents personnes, bientôt cinq cents, elles seront finalement plus d'un millier à s'enrouler autour du pâté de maisons, soient prêtes à piétiner tout un après-midi sur un trottoir un jour de semaine, il faut vraiment que l'attraction en vaille la peine. Mais Washington vit, vibre et se nourrit de politique. Peut-on imaginer plus belle affiche que le seul homme qui fasse rêver l'Amérique lorsqu'il parle de politique?

L'ironie, c'est que cet homme politique n'en est pas un: général à la retraite, il n'est candidat à rien et ne sait même pas s'il est démocrate, républicain ou indépendant.

Pour l'instant, il signe des livres, beaucoup de livres, à une cadence impressionnante, aux États-Unis comme en Europe, où il effectue une tournée. Colin Powell profite du lancement de ses mémoires, *My American Journey* (édité en français par Odile Jacob, sous le titre *Un enfant du Bronx*), pour rencontrer l'Amérique.

Aujourd'hui, il la rencontre dans la capitale fédérale. John M., homme d'affaires et élec-

teur républicain, dont les enfants fréquentent ceux des ministres dans «la meilleure école privée de Washington», a amené sa bonne thaïlandaise «pour qu'elle rencontre le futur président des États-Unis». Sa voisine dans la file d'attente, jeune fonctionnaire noire, est rentrée cette nuit de Pékin où elle assistait à la Conférence mondiale sur les femmes et, trop heureuse de cette journée libre pour se remettre du décalage horaire, n'aurait pour rien au monde manqué une occasion de rencontrer Colin Powell, dont elle espère qu'il fera fuir la droite religieuse.

Par petits groupes, les fans du général Powell se rencontrent, s'expliquent, débattent de leurs différences dans la plus grande civilité et se trouvent un point commun: ils voteront pour lui s'il se présente à la Maison-Blanche en 1996. L'Amérique, disent-ils, «a besoin d'un leader». Des badges «Powell for president» fleurissent aux boutonnières. Enfin arrivé, au bout de deux heures et demie, devant la table à laquelle le général est assis, le sourire chaleureux, Ed Rindler, consultant de son état et démocrate de conviction, l'attaque tout de go: «Vous devez vous présenter; des centaines de milliers de démocrates voteront pour vous. Moi, j'ai déjà travaillé dans des campagnes électorales, et je suis prêt à créer les Démocrates pour Powell.»

VOIR PAGE A 8: POWELL



PHOTO ARCHIVES

## • LES ACTUALITÉS •

## Manning rêve d'un fédéralisme de coopération

Le manifeste du Reform Party dévoilé par son chef prône un pays «uni et équilibré»

PIERRE O'NEILL  
LE DEVOIR

Dans un Canada dirigé par Preston Manning, toutes les provinces seraient sur le même pied, un pays égalitaire où les pouvoirs centralisateurs d'Ottawa seraient sensiblement réduits et où le fédéralisme dominant serait mis à l'index, pour faire place à un fédéralisme de coopération.

Porte-parole du Parti réformiste à la Chambre des communes, le député Stephen Harper a profité de son apparition à l'émission *L'Événement* au réseau TVA pour présenter le projet de réforme du fédéralisme mis de l'avant par son chef, une série de 20 propositions déjà connues mais actualisées sous forme de manifeste.

Aucune de ces propositions ne nécessite la création d'un statut spécial, formel, ou informel, pour le Québec ou toute autre province», peut-on lire dans le nouveau texte du Parti réformiste. On n'y trouve aucune référence à la notion de société distincte, que le député Harper a qualifiée de slogan vide de sens, en conférence de presse, faisant valoir que les Canadiens «veulent du changement et non pas des disputes constitutionnelles».

Dans cette volonté de création d'un état fédéral «uni et équilibré», le Parti réformiste laisserait intacts les pouvoirs fédéraux importants sur l'espace économique commun, l'élimination des barrières intérieures au commerce, la mise en place et la coordination des secteurs de la réglementation économique, le commerce international, la défense et les affaires étrangères.

## Langue et ressources naturelles aux provinces

Par contre, il s'engage à redonner aux provinces le plein contrôle sur les ressources naturelles, la langue et la culture, qui sont déjà de compétence provinciale. Et à modifier le rôle du gouvernement fédéral en ce qui a trait aux services sociaux administrés par les provinces, notamment l'aide sociale, l'éducation et les soins de santé:

- nous allons proposer une loi assurant le contrôle exclusif des provinces sur les ressources naturelles, les forêts, les mines, l'énergie et l'agriculture; ainsi que sur la formation de la main-d'œuvre, l'habitation, le tourisme, les sports et les loisirs;
- nous allons reconnaître, par l'intermédiaire d'une loi appropriée, que ce sont les gouvernements provinciaux, et

non pas le gouvernement fédéral, qui sont les principaux responsables de l'offre et du maintien des services culturels et de la réglementation de l'industrie culturelle;

- nous allons proposer une loi remplaçant la Loi sur les langues officielles, soit la Loi sur le bilinguisme régional; cette loi tiendra compte de la réalité démographique et linguistique du Canada, de même que des pratiques utilisées par les autorités provinciales;

- nous allons reconnaître le rôle accru que jouent les administrations municipales dans le domaine des prestations des services essentiels et explorer, conjointement avec les provinces, différents moyens de renforcer ce rôle;

- nous allons proposer une loi en vertu du pouvoir parlementaire de modifier unilatéralement la Constitution au regard du pouvoir exécutif du gouvernement du Canada, empêchant le gouvernement fédéral d'empiéter sur des questions de compétence provinciale par l'intermédiaire du «pouvoir dépensier», qui lui permet de dépenser dans des domaines de juridiction provinciale;

- au chapitre des transferts aux provinces, nous allons remplacer les subventions globales fédérales par des points d'impôt; la valeur de chaque point augmentera parallèlement à l'économie de la province visée;

- nous allons présenter à la Chambre des communes une résolution constitutionnelle pour l'abolition du pouvoir fédéral de désavouer et de réserver les lois provinciales et de légiférer, en vertu de son pouvoir déclaratoire, dans des domaines de compétence provinciale; si sept provinces adoptent des résolutions identiques, ces pouvoirs surannés cesseront d'exister;

- sous un gouvernement réformiste, les sénateurs seront élus; les nominations à la Cour suprême, au conseil d'administration de la Banque du Canada et au poste de lieutenant-gouverneur seront faites par les législatures des provinces; les déficits actifs et les rapides augmentations des dépenses seront interdits, à moins que la population ne donne son accord par un référendum national; le Parlement ne pourra se prononcer en faveur d'un amendement constitutionnel n'ayant pas été approuvé par la majorité de la population de chaque région du pays, par voie de référendum, ce qui, selon Stephen Harper, conférerait un droit de veto au Québec.

Le chef du Reform Party, Preston Manning, sera à Montréal mardi et rencontrera l'équipe éditoriale de *Le Devoir*.

Malgré le risque qu'un OUI ne les divise

## Pas de panique chez les Innus du Québec et du Labrador

MIKE JOHANSEN  
PRESSE CANADIENNE

Goose Bay, Terre-Neuve — Alors que plusieurs Canadiens s'inquiètent de la possibilité de voir naître un Québec indépendant, les Innus semblent relativement calmes. Après tout, expliquent leurs chefs, la frontière provinciale entre le Québec et le Labrador est une «ligne artificielle», en ce qui les concerne.

«C'est une ligne artificielle qui sépare les Innus — pour les Innus eux-mêmes, il n'y a pas de frontière. Nous formons un peuple», déclare le porte-parole Ben Michel, à propos des 9000 Innus du Québec et des 1500 du Labrador.

Cette frontière, ajoute le président de la nation innue, Peter Penashue, a été imposée à son peuple en 1927, lorsque le Conseil privé de Londres a été appelé à régler une dispute entre le Canada et Terre-Neuve. Le conseil a alors décidé que la frontière Québec-Labrador suivrait le 52<sup>e</sup> parallèle au sud et la ligne de partage des eaux sur le reste de son tracé.

Les deux chefs se refusent à parler des éventuelles conséquences

d'une indépendance du Québec — qui transformerait la «ligne artificielle» en une frontière internationale — parce qu'il s'agit là, disent-ils, de questions hypothétiques.

Et même avec un OUI, ajoute Ben Michel, on ne peut présumer des conséquences. «Une fois le référendum passé, cela ne signifie pas que le Québec deviendra soudainement un pays. Il restera beaucoup de travail à faire avant d'en arriver là.»

Ces sentiments sont partagés par plusieurs au Labrador — autochtones et non-autochtones. Les communautés minières de l'Ouest du Labrador, par exemple, ont des liens économiques étroits avec le village québécois de Fermont. On s'y dit convaincu que peu de choses vont changer, peu importe la décision du 30 octobre.

Pour Robin Bélanger, maire de Fermont et indépendantiste affiché, ces communautés dépendent trop l'une de l'autre pour permettre à la politique d'altérer leurs relations.

Les gens du Labrador viennent notamment au Québec pour acheter des cigarettes moins chères, et les Québécois vont au Labrador pour utiliser l'aéroport de Wabush et l'hôpital régional.

## Nombre record d'électeurs hors Québec

LE DEVOIR

Un nombre sans précédent d'électeurs exerceront leur droit de vote par correspondance le 30 octobre prochain. Selon des chiffres obtenus du bureau du Directeur général des élections du Québec, 14 789 Québécois ont rempli le formulaire pour obtenir leur bulletin par la poste.

Au Canada, 6981 personnes voteront au cours des prochains jours. De toutes les provinces, c'est l'Ontario qui compte le plus d'électeurs québécois avec 4228. La Colombie-Britannique et le Nouveau-Brunswick suivent, avec respectivement 1056 et 435 électeurs.

A l'extérieur du pays, 3230 électeurs (dont 1669 en Floride) sont

présentement aux États-Unis. L'Europe, de son côté, en revendique 2946, dont 1086 en France et 463 en Bosnie.

En 1992, lors du référendum de Charlottetown, 3086 électeurs avaient entrepris les démarches pour voter à l'extérieur du Québec. Lors des élections provinciales de septembre 1994, 2393 s'étaient prononcés par la poste.

Notons toutefois que plusieurs recensements existent parmi les 14 789 inscriptions, c'est-à-dire des électeurs inscrits deux fois, soit au Québec et en même temps à l'extérieur de la province. Le Directeur général des élections Pierre F. côté statuera sur leur sort cette semaine au terme de vérifications.

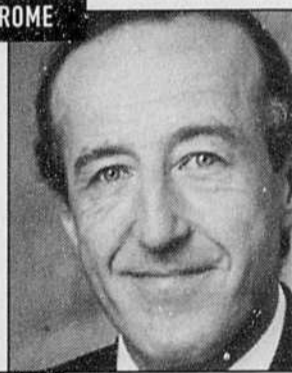
## L'HISTOIRE S'ÉCRIT

en direct

SUR RDI

D'heure en heure, le Réseau de l'information suit l'évolution du

BERNARD DEROME



débat référendaire dans le cadre de ses bulletins de nouvelles

et de ses nombreuses émissions spéciales.



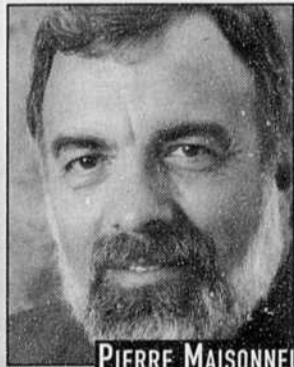
GENEVIÈVE ASSELIN



MICHEL JEAN



PASCALE NADEAU



PIERRE MAISONNEUVE

r é f é r e n d u m 9 5



L'information continue

Offert sur le câble

## soirée

## relations

Après Beijing:

QUELLES AVENUES POUR LES FEMMES?

SOIRÉE RELATIONS ORGANISÉE CONJOINTEMENT PAR Relais-femmes, le Réseau oecuménique des femmes (ROF/WEN) et le Centre justice et foi

Quel bilan peut-on faire de la Conférence officielle des représentants des États membres des Nations unies? Consolide-t-elle des acquis ou marque-t-elle un recul? Comment les femmes présentes au forum parallèle ont-elles réussi à imposer leur visibilité, malgré les pressions du gouvernement chinois? Quelle lecture critique peut-on faire du rôle et des positions des instances religieuses (Vatican, États islamiques) présentes à Beijing? Quel est le rôle et l'importance des lobbies (par exemple Real Women)?

Mme Diane LEMIEUX, avocate, membre du regroupement des CALACS  
Mme Françoise DAVID, présidente de la Fédération des femmes du Québec  
Mme Marie-Andrée ROY, théologienne et sociologue, professeure de Sciences religieuses à l'UQAM  
Mme Charlotte THIBAUT, co-présidente du Comité coordonnateur canadien pour Beijing

LE LUNDI 16 OCTOBRE 1995, DE 19H30 À 22H00

Exceptionnellement, cette soirée aura lieu au 7400, rue Saint-Laurent (Métro De Castelnau)

Contribution volontaire: 5,00 \$

LES SOIRÉES RELATIONS SONT ORGANISÉES PAR LE CENTRE JUSTICE ET FOI

À lire dans le numéro du mois d'octobre de la revue Relations :

CETTE IDOLE QUI NOUS GOUVERNE

25 Jarry ouest, Montréal H2P 1S6 - Téléphone (514) 387-2541

# LE DEVOIR

## ACTUALITÉS

Etat de la réserve collective de sang

Très faible	
O+	40%

La Société canadienne de la Croix-Rouge Info-collecte: 524-6724

### Johnson ridiculisé dans son fief

PAUL CAUCHON  
LE DEVOIR

Deux des trois leaders du camp du OUI, Lucien Bouchard et Mario Dumont, ont fait une incursion hier dans le territoire de Daniel Johnson, en venant le narguer et le ridiculiser dans son propre comté de Vaudreuil.

Devant un bon millier de partisans très enthousiastes au centre communautaire de l'île Perrot, les deux leaders ont tous deux vanté les gloires passées du Parti libéral du Québec (PLQ), pour tenter de démontrer à quel point, sous Daniel Johnson, ce parti est devenu «sans idées, sans ambition», de dire M. Dumont.

«Le PLQ utilise la peur pour promouvoir l'immobilisme», a lancé Mario Dumont, qui a tenu à rappeler «l'époque où le PLQ proposait aux gens d'agir et d'avancer» en surmontant leurs hésitations.

Le chef de l'Action démocratique a rappelé que le PLQ a répudié le rapatriement de la Constitution de 1982, qu'il a adopté le Rapport Allaire, pour conclure que Daniel Johnson a aujourd'hui «passé l'éponge sur les idées et réformes qui ont traversé son parti».

«Sous Daniel Johnson, ajoute-t-il, le PLQ est devenu un porte-parquet d'Ottawa, au lieu d'être un porte-parole des Québécois. Aujourd'hui, il manipule et joue de façon malheureuse avec les interrogations que les gens ont à l'approche du changement.»

Mario Dumont semblait particulièrement en forme hier, et il a même conclu son discours en évoquant, pour la première fois (sauf erreur) René Lévesque, en expliquant que le soir du 30 octobre, «René Lévesque soufflera à l'oreille de tous les Québécois qu'il ne faut jamais envoyer quelqu'un pour négocier [à Ottawa] sans avoir le poids du peuple derrière lui», un rappel de l'échec qu'a connu l'ancien premier ministre du Québec lors du rapatriement de la Constitution canadienne, qui suivait le NON de 1980.

Lucien Bouchard n'était pas en reste, déclarant d'emblée qu'il venait faire à M. Johnson une visite de courtoisie, mais aussi «de sympathie». Évoquant lui aussi les grandes figures du PLQ, dont Jean Lesage «qui a soulevé les foules lors de la Révolution tranquille et de la nationalisation de l'électricité», et même Robert Bourassa, qui a «parlé au nom de tous les Québécois» en expliquant au lendemain de la mort des accords du Lac Meech que «dorénavant le Québec parlera d'égal à égal», Lucien Bouchard a sympathisé avec Daniel Johnson, qui «voit le vide béant laissé dans son parti» par le départ des acteurs de changement comme Mario Dumont et Jean Allaire.

«Il voit aussi que le NON glisse sur la pente du vide où Jean Chrétien l'a engagé», ajoute-t-il.

Plus tôt dans la journée, le chef du camp du NON avait fait distribuer une lettre s'adressant à M. Bouchard, où il lui reprochait de ne pas savoir compter et de ne pas se préoccuper des pertes d'emploi advenant un OUI.

Dans son discours d'hier soir Lucien Bouchard lui a envoyé une réplique cinglante: il n'a aucune leçon à recevoir, soutient-il, d'un ex-président du Conseil du Trésor qui a laissé un déficit dépassant cinq milliards derrière lui, et qui a approuvé une surtaxe rétroactive.

### Le NPD reconnaîtra le résultat du référendum

Sus à la droite, annonce Alexa McDonough sitôt élue chef

JEAN DION  
DE NOTRE BUREAU D'OTTAWA

Là où d'autres entretiennent un flou artistique, Alexa McDonough tient à être claire: le Nouveau Parti démocratique du Canada reconnaîtra le résultat du référendum du 30 octobre quel qu'il soit.

«Nous reconnaissons qu'il y a un processus unique en cours au Québec. Une décision sera prise par les Québécois sur leur avenir. Nous respectons tout à fait le processus et nous respecterons le choix qui sera fait», a déclaré Mme McDonough hier lors d'une conférence de presse, moins de 24 heures après avoir été portée à la tête du NPD à la surprise générale.

Mais à titre d'héritière de cette formation exsangue, c'est contre les idées et les politiques de droite qui sont en train de «déchirer le Canada que nous connaissons et aimons», et pour l'accessibilité aux services sociaux, que la nouvelle leader s'efforcera de mener une lutte de tous les instants, «le combat de notre vie» comme elle-même le qualifie.

«Nous sommes engagés dans le combat de notre vie, qui consiste à transformer ce pays et à transformer le gouvernement fédéral qui essaie de faire accroître aux gens qu'au nom de la lutte à la dette et au déficit, il faudra mettre la hache dans les programmes sociaux. C'est une façon inhumaine de composer avec le déficit qui ne fonctionnera pas à long terme», a déclaré Mme McDonough, indiquant que sa priorité consisterait à se battre pour la protection du système canadien d'assurance-maladie.

Même au Québec, dont elle tient à respecter «les aspirations et la fierté» — mais avec lequel elle refuse de dire si le Canada devrait négocier un partenariat advenant un OUI —, «en bout de ligne, il faudra se pencher sur les vraies préoccupations des citoyens, l'éducation, l'emploi, les soins de santé, les pensions de vieillesse», a-t-elle ajouté.

Alexa McDonough, 51 ans, travailleuse sociale de formation et chef du NPD de la Nouvelle-Écosse de 1980 à 1994, a été désignée leader de la formation fédérale samedi au terme d'un coup de théâtre sans précédent dans les annales politiques canadiennes. Deuxième après le premier tour de scrutin, elle a en effet vu le candidat de première place, le député Svend Robinson, lui concéder la victoire sans plus attendre.

M. Robinson, qui a noté avoir agi au nom de la «solidarité» et de l'unité du parti, était persuadé qu'il ne pourrait jamais rallier à sa cause un nombre suffisant de supporters



Svend Robinson et Lorne Nystrom, quelques instants après la victoire d'Alexa McDonough.

de Lorne Nystrom, le troisième candidat éliminé au premier tour et qui s'était rallié à Mme McDonough.

La nomination de cette dernière, virtuellement inconnue sur la scène nationale et qui n'avait récolté que 18,5% des appuis lors des élections primaires tenues par le NPD, apparaît comme une victoire pour les «pragmatiques» du parti. Si elle se dit convaincue d'avoir la compétence et la personnalité pour «rassembler» même si elle était le deuxième choix de la plupart des délégués au congrès de leadership, Mme McDonough aura d'ailleurs très fort à faire pour rebâtir la formation social-démocrate, qui ne compte plus que neuf représentants aux Communes et recueille à peine 7% des intentions de vote des Canadiens.

#### De nombreux déplacements au pays

À cet égard, elle a indiqué que l'obtention d'un siège à Ottawa n'était pas sa priorité. Elle consacra plutôt les prochains mois à sillonner le pays, mettant sur le métier des «solutions de rechange» susceptibles de «redonner une voix forte à la gauche démocratique au moment où tous les autres partis nationaux se tassent à droite» et «veulent

mettre fin au rôle positif que peut jouer le gouvernement».

Tout au long de ce week-end de congrès au leadership, les attaques se sont succédées, prenant indifféremment pour cibles libéraux, conservateurs et réformistes. Hier, Mme McDonough a estimé que la situation actuelle était «dangereuse». «Le pays a des problèmes quand le débat politique oppose Preston Manning à Paul Martin», a déclaré le successeur d'Audrey McLaughlin.

Il faut donc «sonner l'alarme», et, avec des compressions anticipées de 25% sur trois ans dans les paiements de transfert aux provinces au titre des soins de santé, la nouvelle leader du NPD le fera d'abord dans ce domaine: «c'est la menace la plus grave». Les engagements non respectés du gouvernement libéral en matière de création d'emplois seront également passés au crible.

Par ailleurs, Alexa McDonough, dont le parti n'est parvenu à faire élire qu'un seul député au Québec en plus de 30 années d'histoire, a promis qu'elle suivrait des cours intensifs de français, une langue dans laquelle elle se débrouille. «C'est une priorité absolue d'améliorer mon français», a-t-elle dit.

### La souveraineté a-t-elle un genre?

■ Aux urnes citoyennes!

■ L'avenir du Québec appartient maintenant aux femmes, dit Bouchard

CAROLINE MONTPETIT  
LE DEVOIR

PAUL CAUCHON  
LE DEVOIR

Du plus loin qu'elles se souviennent, Geneviève Rioux et Monique Miller ont toujours été souverainistes. Et hier, comme treize autres comédiennes sorties dans la rue, elles ont décidé de rendre leur choix public, et de tenter de convaincre d'autres femmes québécoises de voter de la même façon qu'elles.

Postée près de la station de métro Mont-Royal, où elle distribuait des tracts pour le OUI en après-midi, Geneviève Rioux dit avoir été surprise lorsqu'elle a appris que les femmes étaient indécises ou votaient majoritairement pour le NON, et ce «même chez les jeunes filles», précise-t-elle. Née à Québec, Geneviève Rioux se souvient avoir appartenu à l'une des seules familles souverainistes de la région, avant même la première victoire du parti québécois, en 1976. «Ma mère a été militante», dit-elle.

Monique Miller affirme pour sa part avoir travaillé très fort pour le OUI lors du référendum de 1980. Elle fait aujourd'hui partie du mouvement des artistes pour la souveraineté (AS).

Sur les tracts des Québécoises pour le OUI que distribuait entre autres ces artistes hier, on parle de dire «oui à la confiance plutôt qu'à la peur (...), oui pour bâtir un pays avec du neuf, avec nos valeurs, notre langue, nos ressources et notre talent, oui à un pays pour tout le monde».

Robert Perreault, député péquiste du comté de Mercier, et Lorraine Pagé, présidente de la Centrale de l'Enseignement en ont profité pour faire valoir eux aussi leur vote pour le OUI auprès de la population.

Mme Pagé, qui a rencontré plusieurs groupes de femmes, croit que la situation socio-économique des femmes explique leur indécision. «Les femmes restent au chômage plus longtemps», dit Mme Pagé. Elles sont aussi plus pauvres et ont des préoccupations autres que celles discutées présentement par les gouvernements. Parce que vulnérables, elles sont particulièrement sensibles aux arguments avancés par le camp du NON. Sans prédir un jardin de roses advenant une victoire du OUI, Mme Pagé parle d'un chantier où il sera possible de construire. Pour ce qui est de convaincre les indécises ou les femmes décidées à voter NON, Mme Pagé estime qu'on arrive à des résultats intéressants, lorsqu'on a le temps de s'asseoir ensemble et de parler du projet de société.

Le vote des femmes apparaît tellement crucial pour le camp du OUI que Lucien Bouchard n'a pas hésité hier à déclarer que «l'avenir du Québec appartient maintenant aux femmes. C'est une lourde responsabilité, mais nous avons confiance en elles».

Le camp du OUI se payait une sorte de mini-blitz auprès des femmes cette fin de semaine, en organisant plusieurs activités spécifiquement dédiées à la clientèle féminine.

Tous les sondages indiquent en effet que les femmes seraient actuellement moins portées que les hommes à appuyer la souveraineté. Selon la vice-présidente du Parti québécois Monique Simard, il existe une différence de 8 points dans les sondages entre l'appui des femmes et celui des hommes au OUI.

M. Bouchard a lancé cet appel alors qu'il visitait hier matin le comté de Hochelaga-Maisonneuve, le comté de la ministre Louise Harel, qui avait d'ailleurs elle-même prononcé le même appel. Mais cet appel a soulevé quelques interrogations, et le chef du Bloc s'est par la suite défendu de vouloir faire porter aux femmes un éventuel échec du OUI.

«Il ne me viendrait jamais à l'esprit qu'on pourrait reprocher aux femmes quoi que ce soit, quel que soit le vote exprimé», a-t-il expliqué aux journalistes qui l'interrogeaient.

Lucien Bouchard a ajouté qu'en soulevant cette question, il faisait plutôt référence au fait que «les femmes vivent une situation économique plus précaire» (que les hommes), et font donc montre d'une prudence plus grande.

Le chef du Bloc québécois a également admis que le camp du OUI aurait dû faire des efforts plus tôt pour «travailler» le vote des femmes, mais ce problème le laisse mal à l'aise: «ce serait inapproprié de faire une campagne sur la singularisation des femmes», s'interroge-t-il.

Selon Monique Simard, les femmes francophones sont actuellement majoritairement en faveur de la souveraineté, mais dans une proportion moins élevée que les hommes, et elles se retrouvent plus largement dans le camp des indécis.

«De tout temps, ajoute-t-elle, les femmes ont attendu plus longtemps [avant de faire leur choix], elles sont très concrètes, très pragmatiques, elles sont les responsables du lendemain, et nous avons l'obligation de mieux les informer.»

Lucien Bouchard s'adressait hier matin à un auditoire d'un quartier populaire de l'Est montréalais, et il a fortement insisté sur le fait que «le modèle social qui se dessine à Ottawa, c'est celui d'un Québec encore plus cassé en deux», avec, entre autre, la réforme de l'assurance-chômage qui veut réduire l'accessibilité, et la réforme des pensions de vieillesse qui modifierait le régime actuel.

Mais la participation, à midi, de Lucien Bouchard à une causerie organisée au Cégep Ahuntsic dans le cadre de ce blitz auprès des femmes lui a plutôt permis d'attaquer le premier ministre canadien Jean Chrétien.

#### Chrétien visé

«Avec ses discours irresponsables, M. Chrétien prépare un Canada anglais qui ne voudra pas négocier. Mais il n'a jamais brillé par son sens des responsabilités...» de dire M. Bouchard.

L'argument du chef du Bloc est le suivant: le Canada anglais n'est pas préparé psychologiquement à la victoire du OUI et il doit commencer à le faire d'ici deux semaines, parce qu'il faudra négocier vite, afin de rassurer les marchés internationaux.

«M. Chrétien sait qu'on sera obligé de s'asseoir et de discuter: [donc] c'est très irresponsable ce qu'il fait actuellement».

Le chef du Bloc québécois a également rappelé comment en 1982 MM. Chrétien et Trudeau «ont profité du découragement profond qui a suivi le référendum de 1980 pour nous enfoncer une Constitution dans la gorge».

Lucien Bouchard voulait clairement se servir de M. Chrétien comme épouvantail hier. Il a averti tout le monde que «si nous votons NON le 30 octobre, pour la première fois nous donnons à Jean Chrétien le mandat de faire ce qu'il veut. Nous lui confions l'intégrité de la langue française, de l'avenir culturel du Québec, de son avenir social».

Dans un discours parsemé d'envoies enflammés, M. Bouchard a fustigé l'actuel gouvernement fédéral de M. Chrétien, «des gens qui ont l'impudence de nous demander, 13 ans après le coup odieux qu'ils nous ont administré [le rapatriement de la Constitution sans reconnaître le Québec], de l'approuver. Cela prend du front».

Lucien Bouchard a également utilisé une curieuse image pour évoquer les lendemains d'un OUI, parlant d'un «coup de baguette magique qui va transformer la situation», pour illustrer le fait qu'il n'y aura plus de souverainistes ou de fédéralistes, mais plutôt «des Québécois».

#### Que ce soit OUI ou NON

### Un géant américain de l'informatique restera fidèle au Québec

ANDRÉ SALWYN  
COLLABORATION SPÉCIALE

L'entreprise AmeriData Canada, une filiale de AmeriData Technologies Inc de Stamford au Connecticut, continuera de faire affaire au Québec quel que soit le résultat du référendum.

AmeriData Technologies, dont le chiffre d'affaires l'an dernier s'est élevé à plus d'un milliard de dollars, est un des plus grands fournisseurs de services et produits informatiques dans le monde. Cette compagnie s'appuie à intensifier ses efforts de pénétration du marché québécois en y faisant d'importants investissements l'an prochain, révèle Jan Kaminski, le président de AmeriData Canada. «Nous sommes en affaires et le résultat du référendum nous importe peu», dit-il.

AmeriData Canada est basée à Nepean, dans la banlieue d'Ottawa et se spécialise dans la distribution de produits, l'intégration de systèmes et le réseautage et agit comme conseiller technique auprès de grandes entreprises et agences gouvernementales.

Anciennement connue sous le nom de Control Data Systems Inc, la filiale canadienne, qui compte 120 employés, a été acquise par la multinationale américaine il y a six semaines.

«Grâce aux importantes ressources financières et techniques auxquelles nous avons maintenant accès, nous pourrions offrir une gamme beaucoup plus complète de produits et de services à nos clients quels qu'ils soient et où qu'ils soient», ajoute M. Kaminski.

#### EN BREF

#### PARADE POUR LE OUI

Quelque 200 automobilistes aux voitures ornées de drapeaux du Québec de toutes tailles et de logos du OUI ont défilé rue Sherbrooke, à Montréal hier après midi, en klaxonnant pour témoigner de leur soutien à la cause souverainiste. Les manifestants, regroupés par le comité du OUI, ont ainsi fait étalage de leur choix politique en plein cœur de Montréal. Le cortège s'est étiré durant une bonne heure.

COMMUNIQUÉ  
AMBASSADE DE CÔTE D'IVOIRE

Il est porté à la connaissance des ressortissants ivoiriens majeurs (21 ans) résidant sur l'ensemble du territoire canadien qu'à l'occasion de l'élection présidentielle, des bureaux de vote seront ouverts le dimanche 22 octobre 1995 de 8 h à 18 h dans les villes et adresses ci-après indiquées:

Toronto : 675, Ontario Street  
Ottawa : 9, Avenue Marlborough  
Montréal : 5625, Avenue Decelles  
Québec : Université Laval - Pavillon Parent

Les personnes qui ne sont pas encore inscrites sur la liste électorale ont la possibilité de le faire jusqu'au mercredi 18 octobre 1995, délai de rigueur.

Les électeurs devront être munis d'une pièce nationale d'identité et de la carte d'électeur au moment du vote.

Je fais appel à l'esprit civique et à la discipline de chacun pour le bon déroulement du scrutin.

Pour de plus amples informations, contacter l'Ambassade de Côte d'Ivoire - Téléphone 1 (613) 236 9919 - Fax 1 (613) 563 8287

RÉSULTATS  
loto-québec

Tirage du 95-10-14		GAGNANTS		LOTS
6/6	3	3 333 333,40 \$		
5/6+	10	129 614,20 \$		
5/6	482	2 151,20 \$		
4/6	27 537	72,10 \$		
3/6	515 189	10,00 \$		
Numéro complémentaire: 4		Ventes totales: 30 650 750,00 \$		
		Prochain gros lot (approx.): 2 200 000,00 \$		
		Prochain tirage: 95-10-18		

Tirage du 95-10-14		GAGNANTS		LOTS
6/6	1	1 000 000,00 \$		
5/6+	2	7 387,40 \$		
5/6	48	205,20 \$		
4/6	17 500	26,20 \$		
3/6	19 248	5,00 \$		
Numéro complémentaire: 1		Ventes totales: 646 675,00 \$		
		Gros lot à chaque tirage: 1 000 000,00 \$		

Tirage du 95-10-14		GAGNANTS		LOTS
7/7	0	6 000 000,00 \$		
6/7+	0	98 752,60 \$		
6/7	32	2 700,20 \$		
5/7	1 856	166,20 \$		
4/7	40 981	10,00 \$		
3/7+	37 464	10,00 \$		
3/7	350 207	partic. gratuite		
Numéro complémentaire: 43		Ventes totales: 5 186 766,00 \$		
		Prochain gros lot (approx.): 7 000 000,00 \$		
		Prochain tirage: 95-10-20		

TVA, le réseau des tirages

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraîtront au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle, cette dernière a priorité.

# LES ACTUALITÉS

REVUE DE PRESSE DU CANADA ANGLAIS

## Bouchard, de «Terminator» à vire-capot

D'ici le scrutin du 30 octobre, *Le Devoir* effectuera chaque semaine un survol des pages éditoriales des principaux quotidiens situés en dehors du Québec, de façon à prendre le pouls du Canada anglais en cette période référendaire.

GILLES LESAGE  
DE NOTRE BUREAU  
DE QUÉBEC



Lucien Bouchard

La place prépondérante prise par le chef du Bloc québécois dans la campagne du OUI depuis l'onction de samedi dernier soulève autant de remous au Canada anglais qu'au Québec. Et les commentaires sont loin d'être flatteurs.

Lucien Bouchard n'est pas «qualifié» pour défendre les intérêts du Québec, soutient Marie-Josée Drouin dans *The Financial Post*. M. Parizeau se pense sûrement très astucieux d'avoir nommé M. Bouchard comme chef négociateur advenant la victoire du OUI. A court terme, ça peut rassurer les électeurs. Mais la feuille de route de M. Bouchard laisse perplexes. Après avoir rappelé ses nombreuses allégeances, au fil des ans, elle le qualifie de caméléon et d'opportuniste, et se demande comment il se comportera s'il n'arrive pas à toutes ses fins. Elle conclut que M. Bouchard n'abandonnera pas et poursuivra ses objectifs à tout prix. Mais pour l'instant, il ne dira pas aux Québécois où cela peut les conduire. Ce vire-capot inconstant est-il le mieux qualifié pour défendre les intérêts du Québec?

### Toronto Star

Dans la même veine du vire-capot, *The Toronto Star* affirme que M. Parizeau n'aurait pas pu choisir un plus improbable «négociateur» que M. Bouchard. S'il est un héros pour les séparatistes, c'est un renégat pour le reste du pays. En lui cédant la place, M. Parizeau reconstruit la popularité de M. Bouchard. Mais il fait aussi ressortir la faiblesse de sa cause et le fait que personne au Canada ne veut négocier la séparation du Québec. Une majorité de Québécois, conclut le plus important journal du pays, admettra volontiers que la nomination est une farce. Un autre éditorial accuse les séparatistes cyniques de s'en tenir au gros mensonge de l'humiliation.

Dans le même quotidien, Rosemary Speirs estime que M. Bouchard

dénature la démocratie à ses propres fins. En faisant campagne pour le séparatisme, il a déjà été à la limite du tolérable pour bien des Canadiens la fonction pour laquelle il a été élu — celle de chef de l'opposition pour l'ensemble du pays. Il veut désormais dépasser cette limite, tout en demeurant chef du Bloc aux Communes. Ce n'est pas le travail du chef de l'opposition de commencer à diviser les actifs du Canada. Il devrait au moins attendre la décision des Québécois le 30 octobre. Alors, si le OUI gagne, M. Bouchard devrait cesser de prétendre être à la fois le chef négociateur du Québec et le chien de garde du Parlement. Le geste désespéré de M. Parizeau lui donne droit au titre de «Terminator» des aspirations séparatistes, prenant en compte la manière dont il a bâclé le camp du OUI. Il y a un petit problème, selon *The Toronto Star*: M. Bouchard prend les rênes, mais il n'y a pas de cheval, pas de négociations en vue. Le Québec peut bien répondre comme il l'entend à la question bizarre qui lui est posée, mais pour le Canada (non pas le «reste du Canada» — le Canada), ça signifie la séparation, point. Les élites québécoises ont toujours appuyé l'indépendance aux dépens des problèmes de pain et de beurre qui préoccupent les Québécois. C'est pour cela que le OUI ne lève pas, pas parce que

Jacques Parizeau plutôt que Lucien Bouchard était aux commandes.

### The Ottawa Citizen

Dans *The Ottawa Citizen*, le chroniqueur Ken MacQueen opine aussi que Jacques Parizeau, désespéré, laisse Lucien Bouchard tenir les rênes, mais que Mario Dumont pourrait être le vainqueur. Il prévoit satiriquement des luttes intestines advenant un NON majoritaire. C'est là que Dumont, qui souhaite un redéploiement des forces nationalistes, entrera en action. Il a construit, avec l'ambigu Parti de l'Action démocratique, un terrain d'élection parfait pour les semi-souverainistes, qui sont nombreux. Sa quête pour un partenariat renouvelé avec le Canada est beaucoup plus logique après un NON qu'à la suite d'un OUI. Dumont est un conservateur au plan fiscal. (Les nationalistes ne sont pas tous des social-démocrates, vous savez.) Dumont n'aime pas beaucoup Parizeau. Il ne joue pas la carte de l'humiliation.

Le même «duo lugubre» et son venin se font aussi donner une raclée dans un éditorial du *Edmonton Sun*.

### Chronicle Herald et Financial Post

En éditorial, *The Chronicle-Herald*, de Halifax, et *The Financial Post* commentent aussi négativement la nomination de M. Bouchard. Parizeau devrait laisser la politique et se mettre à écrire de la comédie, selon le premier. Les forces du Canada doivent continuer de mettre les séparatistes au défi de prouver que leur programme économique est raisonnable et possible, conclut le second. C'est ni l'un ni l'autre, ainsi que le message fédéraliste le démontre clairement.

Dans sa série d'opinions sur l'avenir du Canada, *The Ottawa Citizen* donne la parole au premier ministre de Terre-Neuve et à son ancien homologue de la Saskatchewan. Clyde Wells prétend que la proposition séparatiste manque de crédibilité et que rien dans l'histoire ne démontre que le partenariat canadien puisse être remodelé à sa guise par une seule province, ni par une province en collaboration avec Ottawa. Quant à Allan Blakeney, il fait valoir que les nations doivent apprendre à laisser vivre en harmonie plusieurs groupes ethniques, sans perdre le sens de leurs responsabilités envers tous leurs citoyens. S'agissant du Québec, il s'agit donc qu'il devienne membre d'un pays bilingue et multiethnique, offrant appui et espoir à tous ses citoyens, dans une transition graduelle vers une société globale multiethnique, prospère et multinationale...



Preston Manning

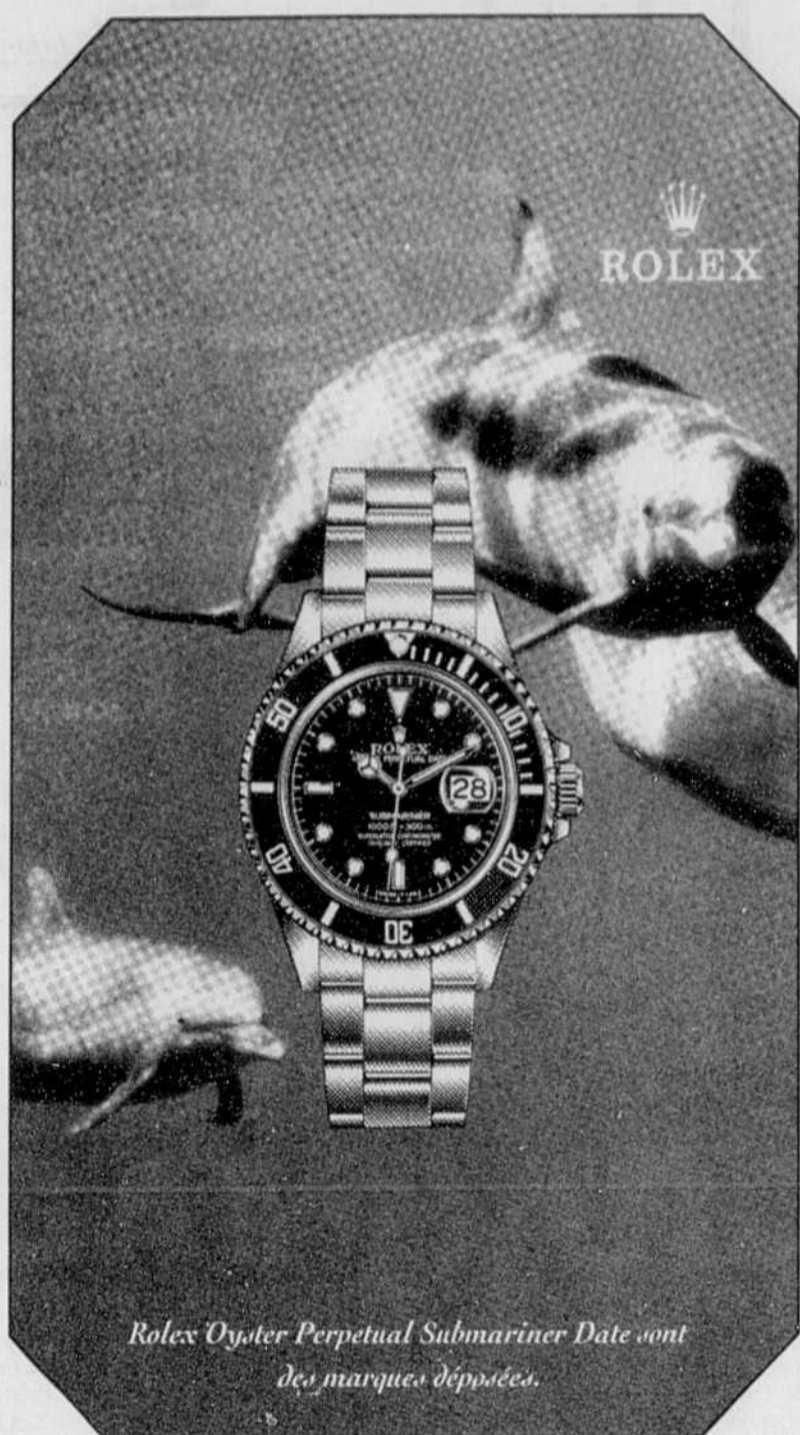
### À l'Ouest

Dans les journaux de l'Ouest, on discute largement des prises de position de Preston Manning, et on lui donne généralement raison. Aux Communes, le chef réformiste a donné raison au Bloc, en ce sens qu'un vote majoritaire (50 % plus une voix) pour le OUI entraînerait le départ du Québec et la fin du Canada actuel. Cessons de faire du torchage de bras au Québec, écrit le chroniqueur Rod Ziegler, du *Edmonton Journal*, dans la foulée de M. Manning. Il estime évidemment que le Québec devrait dire NON, mais s'il dit OUI, il faudra s'incliner devant la majorité.

C'est aussi l'avis d'un professeur d'économie à l'Université McGill, William Watson, dans *The Financial Post*. Pour lui, un OUI signifiera la séparation du Québec, sans «si» et sans «mais». Les Québécois qui ont envie de voter OUI ont besoin d'être sûrs que c'est vraiment ce qu'ils veulent.

Dans *The Calgary Herald*, l'Américain Joseph T. Jockel dit aux Canadiens soucieux de garder leur pays uni qu'ils peuvent compter sur les bons vœux et les espoirs des États-Unis. Mais ils doivent aussi s'attendre à ce que le gouvernement américain continue de garder le silence. Si les Canadiens ne peuvent garder leur pays uni, ils ne devraient pas être surpris que nous négocions avec un Québec souverain et avec le Canada, prenant en compte notre intérêt national.

Pour le *Calgary Sun*, le Canada anglais devrait simplement qualifier de CHANTAGE (*blackmail*) la souveraineté du Québec. Il lui accole aussi l'épithète «DESEPOIR» (en majuscules, svp!) et conclut en souhaitant que les menaces de M. Bouchard s'évanouissent avec le vote FINAL du 30 octobre!



Rolex Oyster Perpetual Submariner Date sont des marques déposées.

## À l'heure de la mer

Comme un dauphin, la montre Rolex Oyster Perpetual Submariner Date s'adapte merveilleusement aux grands fonds de l'océan. Rolex Splendide. Élegante. Une création superbe. Même à mille pieds de profondeur, son chronomètre demeure inébranlable. La montre Submariner Date de Rolex est le résultat des normes implacables de Rolex en matière de rendement. Elle est aussi durable que fiable.

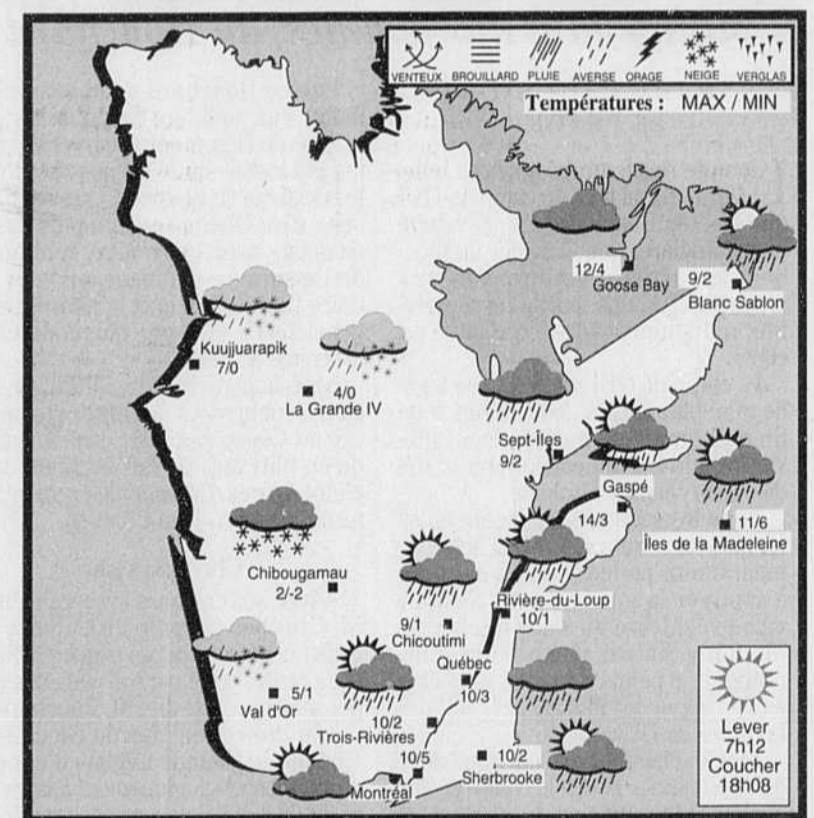
En vente uniquement chez votre bijoutier autorisé Rolex.

Bijouterie  
**GAMBARD**

Vente et service technique  
630-A, rue Cathcart, Montréal, centre-ville  
**866-3876**

## LA MÉTÉO D'ENVIRONNEMENT CANADA

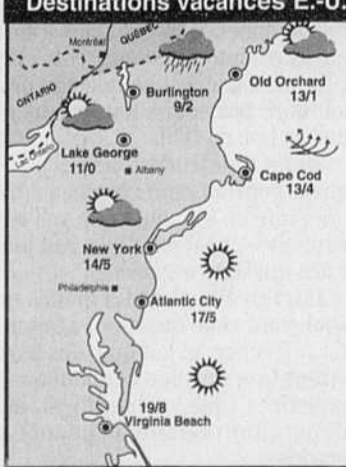
MONTREAL	Aujourd'hui	Ce Soir	Mardi	Mercredi	Jeudi
	max 10	min 5	max 13	5/16	6/15



### La Météo au Canada aujourd'hui

Conditions	max	min
Iqaluit	1	-8
Yellowknife	1	-5
Whitehorse	2	-5
Vancouver	16	10
Victoria	16	8
Edmonton	7	0
Calgary	10	-1
Saskatoon	7	-1
Régina	15	2
Winnipeg	13	2
Thunder Bay	9	2
Toronto	12	3
Ottawa	10	5
Montréal	10	5
Québec	10	3
Frédéricton	11	2
Halifax	13	5
Charlottetown	13	6
St-Jean(T.N.)	16	8

### Destinations vacances É.-U.



QUÉBEC	Aujourd'hui	Ce Soir	Mardi	Mercredi	Jeudi
	max 10	min 0	max 12	4/14	6/16

OTTAWA	Aujourd'hui	Ce Soir	Mardi	Mercredi	Jeudi
	max 10	min 0	max 12	4/14	6/16

Vous faites de la voile?  
**Météo-Nautique 1-900-451-4199**  
...la météo à la source

\* 95¢/minute



LES ACTUALITÉS

LANGUE

Les coopératives se portent bien
Leur taux de survie après dix ans dépasse les 70 %

CLAUDE TURCOTTE LE DEVOIR

Coopérer, c'est réussir autrement, voilà le thème de la Semaine de la coopération, qui a lieu du 15 au 21 octobre. En une phrase, la coopération au Québec c'est 3400 coopératives, plus de 66 000 emplois et un chiffre d'affaires de 6,5 milliards. Plus de cinq millions de Québécois sont membres d'une coopérative. Plus de 30 000 dirigeant(e)s bénévoles et élus participent au pouvoir coopératif qui se pratique à divers niveaux.

Le conseil de coopération du Québec fait valoir par ailleurs que les coopératives forment des organisations durables; le taux de survie des coopératives québécoises est supérieur à 70 % après 10 ans et on les voit en plus en plus grand nombre franchir le cap des 50 ans. En outre, on les trouve dans pratiquement tous les milieux, en forêt, en agriculture, dans les écoles, l'habitation, les services funéraires, etc.

Ce sont les coopératives d'épargne et de crédit, c'est-à-dire les caisses populaires et d'économie qui occupent la plus grande place avec des actifs de 80 milliards, 43 000 emplois, 19 000 dirigeant(e)s bénévoles et 1320 caisses.

Dans le cadre de cette semaine de la coopération, il y a aussi une semaine Desjardins qui met l'accent cette année sur les jeunes, en rappelant les divers programmes mis en place depuis quelques années pour

donner un coup de pouce aux jeunes. Il y a eu «Soutien à l'emploi autonome» en 1994 et «Soutien au démarrage des entreprises» un peu plus tard avec l'aide du ministère de l'Industrie. Au 31 juillet dernier, 2564 entreprises avaient ainsi pu bénéficier de la participation de Desjardins dans ce programme, auquel les autres institutions bancaires adhèrent également.

Aujourd'hui, Desjardins annonce des changements dans les règles pour permettre aux étudiants du post-secondaire jusqu'à l'âge de 24 ans de participer au compte «Profit jeunesse», ainsi qu'à «Rendement études Desjardins» et au prêt «Avantage Desjardins». Les caisses scolaires touchent déjà 350 000 élèves principalement du niveau élémentaire, les-quels totalisent tout de même un actif de 35 millions. Au palier secondaire, les caisses regroupent 11 600 élèves et un actif de deux millions.

Au cours de la dernière année scolaire, 630 000 élèves de 3000 écoles du préscolaire à la cinquième secondaire ont participé au «Concours des jeunes Desjardins» pour exprimer leur créativité sur le thème de l'amitié. Un projet pilote baptisé «Jeunes Coop» est expérimenté actuellement dans une dizaine d'endroits à Montréal, Québec et Trois-Rivières pour y faire l'apprentissage des étapes de la création et de la gestion d'entreprise coopérative. Enfin, la Fondation Desjardins remet chaque année à 20 personnes des bourses pour une valeur totale de 400 000 \$.

Québec sommé de garantir le caractère public de la santé

Les technologistes médicaux haussent le ton

CLAUDE TURCOTTE LE DEVOIR

Les technologistes médicaux ont l'intention de maintenir la pression tant que le gouvernement n'interviendra pas de façon ferme en faveur du caractère public des soins de santé, y compris leurs propres services dans les laboratoires des hôpitaux.

Quelque 240 représentants de l'Association professionnelle des technologistes médicaux du Québec (APTMQ), laquelle regroupe 4200 membres sur un total de 5000 technologistes au Québec, ont participé hier à une manifestation devant les bureaux du premier ministre à Montréal. La présidente, Francine Genest, a mentionné qu'une autre manifestation pourrait avoir lieu à Québec au cours de cette semaine, après avoir été annulée vendredi dernier, puisque les dirigeants de l'Association avaient été invités à une réunion avec le ministre de la Santé, Jean Rochon, vendredi soir, laquelle, semble-t-il, s'est bien déroulée.

Toutefois, samedi soir, un texte provenant du comité patronal de négociations réaffirmerait que la Régie régionale pourrait recourir au secteur privé, ce qui va, selon

Mme Genest, tout à fait dans un sens contraire au plan d'action annoncé par le ministre en juin. «C'est quasiment grossier, déclare la présidente à propos de ce texte de samedi. On ne comprend pas. Est-ce là le fruit de l'entêtement de l'Association des hôpitaux ou le fait que M. Rochon laisse les hôpitaux agir à leur guise?»

L'APTMQ négocie un nouveau contrat collectif depuis le mois d'août. «Nos gens sont inquiets», avoue Mme Genest, en soulignant que plus de 35 % des membres ont un statut précaire et sont ici et sur une liste de disponibilité. En confiant plus de travail au secteur privé, les employés du secteur public sont davantage menacés. La présidente soutient que «des goulots d'étranglement ont été artificiellement créés dans le système pour allonger les délais dans les hôpitaux et diriger sournoisement la population vers le secteur privé».

Mme Genest prévient que des moyens de pression seront pris à l'échelle locale et que le recours au piquetage n'était pas écarté. Aucun vote de grève n'a encore été demandé, mais cette hypothèse n'est pas davantage éliminée par Mme Genest.

Des camions savants

Mes lecteurs ont sans doute déjà constaté que je m'en prends aux fautes les moins pardonnables, celles de nos gouvernants. Cette fois, c'est à notre gouvernement fédéral que je viens encore une fois demander de nous débarrasser d'une grossière déformation affichée sur nos ponts. Je veux parler de la phrase qui se lit: «Camions, gardez la droite», péchant non seulement contre la langue mais aussi contre la plus élémentaire logique. Les responsables seraient-ils si émerveillés par l'excellence de notre enseignement qu'ils en soient venus à croire nos camions capables de lire? Ces camions sont pourtant conduits par des êtres humains, qui aux dernières nouvelles s'appelaient camionneurs. Pourquoi ceux-ci n'auraient-ils pas le droit de recevoir directement, personnellement et sans ambages un message qui les concerne aussi particulièrement?

Par ailleurs, où a-t-on pris l'idée de la droite ait besoin d'être gardée? Qui donc aurait intérêt à nous l'enlever? En fait, c'est «Tenez la droite» qui conviendrait.

Voilà bien vingt-cinq ans que je fulmine contre ces sottises, dans

de nombreuses chroniques et même, le 10 mai 1990, dans une lettre ouverte au Commissaire aux langues D'Iberville Fortier, dont un adjoint m'a fort aimablement écrit qu'on «ouvrira une enquête» là-dessus, et qu'on m'aviserait des résultats.

J'ai aussi demandé qu'on corrige la façon dont les heures sont indiquées, notamment sur le pont Victoria et qui est carrément anglaise (10:00 pour 10 h).

J'attends toujours les résultats de cette enquête, sans doute très approfondie.

Petit billet aigre-doux pour la Presse canadienne

Notre récente traduction d'une dépêche de Londres vantant les mérites de certains matériaux auto-nettoyants aurait dû être traitée avec ces derniers. Ils auraient peut-être pu effacer l'énorme faute que vous avez commise en parlant de tuiles de cuisines et de salles de bains parce que, voyez-vous, ces «tuiles» sont des carreaux. Mais lesdits matériaux n'auraient malheureusement pas pu ajouter la lettre «s» qui manquait au bout du mot «bain».

Entente de principe chez Alcan

Les syndiqués se prononcent aujourd'hui

Chicoutimi (PC) — Une entente de principe est intervenue samedi soir entre le syndicat et la direction de la compagnie Alcan.

Les 4500 travailleurs en grève devraient se prononcer sur l'accord dès aujourd'hui, a indiqué hier un représentant du syndicat.

Plus de 80 représentants syndicaux se sont réunis hier à Chicoutimi pour étudier les termes de l'entente, dont le contenu n'a pas été divulgué. Les employés de l'Alcan sont en grève depuis le 5 octobre et n'ont plus de

contrat de travail depuis mai dernier. Les dernières négociations avaient été rompues après que la compagnie eût demandé de réduire le nombre de catégories de travailleurs dans ses usines. Alcan voulait aussi que les syndiqués acceptent des responsabilités plus variées.

La grève a entraîné la fermeture de deux alumineries à Jonquières et d'une autre à Beauharnois, dans la Montérégie.

Les activités de l'Alcan hors Québec n'ont cependant pas été affectées.

COLLOQUES

QUINZAINE DES SCIENCES

«Science, technologie et transports» Partout au Québec, 12-29 octobre, Odette Lamarche: 873-1544

Quelques-unes des nombreuses conférences au programme de la Quinzaine des sciences cette année. Informez-vous! Demandez un programme officiel!

19 octobre: «Le Québec: une société en transition», Gérard Bouchard (IREP) conférencier, Hôtel la Saguenéenne de Chicoutimi, dans le cadre du Mérite scientifique du Saguenay — Lac Saint-Jean, Marcel Pomerleau: (418) 668-4541

19 octobre: «Les marées noires», «La sécurité des navires», «La navigation électronique», «Les croisières Carleton-Les Îles» et «Les déplacements de polluants en milieu marin», Institut maritime du Québec à Rimouski, Barbara Smith: (418) 724-2822

20 octobre: «Agriculture», John Bardelli conférencier, Centre spécialisé des pêches de Grande-Rivière, Pierre Bernard: (418) 385-2241

SYMPOSIUM POUR LES PROFESSIONNELLS DE LA SANTÉ

«Allaitement maternel» Auberge Universel de Montréal, 19-20 octobre, Ginette Chartier: (514) 747-9127

La ligue La Leche a préparé une rencontre sur mesure aux professionnels de la santé, présentant une information récente sur différents aspects de l'allaitement maternel. Techniques et solutions pratiques pour aider la mère en situation d'allaitement ou pour aider le bébé qui a de la difficulté à téter, relation entre l'alimentation et infections, le cas des mères adolescentes, problèmes liés au réflexe d'éjection, à la mastite, à l'engorgement et au sevrage seront abordés dans le respect de ce que d'aucuns appellent l'art de l'allaitement.

INSTITUT D'HISTOIRE DE L'AMÉRIQUE FRANÇAISE

«Les Amériques françaises», Université d'Ottawa, 20-21 octobre. Lise McInerney Nicoll: (514) 278-2232

Population de la Nouvelle-France, Acadiens, Franco-Américains du Maine, sources louisianaises, migrants français en Amérique du Nord, Franco-Ontariens, tous tantôt sous l'angle

de la culture, tantôt de l'économie, du bilinguisme, de l'enseignement ou des centrales ouvrières. La francophonie nord-américaine à travers trois siècles; de quoi alimenter la réflexion actuelle. Tarifs spéciaux pour les personnes âgées et les étudiants.

QUI A PEUR DE JACQUES LACAN?

Université de Montréal, 21-22 octobre, Jean-Paul Gilson: 279-2709

Aux côtés de Jean-Paul Gilson, des intervenants tels que Ginette Pelland, Jean Forest, Claude Lévesque, parleront de l'incidence de la pensée de Lacan dans la communauté analytique internationale et ils mettront l'accent sur le côté novateur des thèses de Lacan: Lacan et la philosophie de la jouissance ou encore les affinités du corps avec l'inconscient.

LES CONTENUS DÉTOURNÉS PAR LE MULTIMÉDIA

UQAM, 23 octobre, Gilbert Ouellette: 522-4454

Journée de conférence et de réflexion organisée dans le cadre couru des «Colloques branchés». L'événement veut permettre aux participants de se familiariser avec les étapes, les règles et les contraintes liées à la transposition de contenus dits traditionnels (livres, magazines, collections d'œuvres d'art, émissions de télé, films, archives, etc.) vers des environnements multimédias en mode autonome (CD-ROM) ou en ligne (Internet et autres).

SESSION D'ÉTUDES DE L'ADM (ASSOCIATION POUR LE DÉVELOPPEMENT DE LA MESURE ET DE L'ÉVALUATION EN ÉDUCATION)

«Enjeux des pratiques évaluatives», Centre des congrès de Laval, 25-28 octobre, Réjean Auger: 987-4668

Vous êtes responsable de projets éducatifs, conseiller pédagogique de matière ou conseiller en mesure et évaluation? La définition d'exigences minimales, la démarche d'un projet d'évaluation, l'évaluation des compétences, la diffusion des résultats d'évaluation pédagogique, les rôles des spécialistes en évaluation vous laissent perplexes? Alors ce colloque vous concerne.

Isabelle Quentin Vous pouvez joindre l'auteur de cette chronique par Internet, à l'adresse: iquentin@Asim.qc.ca

Job listings section containing various advertisements for positions such as RECEPTIONNISTE, FRUITERIE, REPRESENTANT, CLOOSER, OFFRES D'EMPLOIS, HÔTELLERIE RESTAURANTS, SERVEUR(EUSE), AIDE-CUISINIER(ÈRE), COMPAGNIE DE PRODUCTION, and SECRETAIRE JURIDIQUE.

C'est comme ça que nous voyons l'avenir.

Entre 1980 et 1994, les PME du Québec créaient 318 000 emplois.

C'est plus de 95% de tous les emplois nouveaux. Nos gens d'affaires ont la compétence et l'expérience pour faire encore mieux. Donnons leur les outils.

Éliminons la moitié des tracasseries et la paperasse administrative: 2 rapports d'impôts, 2 rapports d'évaluation gouvernementale, 2 demandes d'aide au développement, 2 inscriptions, 2 inspecteurs, etc.

Permettons à nos créateurs d'emplois d'être encore plus efficaces pour l'avenir. Permettons leur aussi d'ouvrir l'accès à la formation professionnelle à tous les hommes et les femmes à leur emploi.

Oui et ça devient possible!

Autorisé par Michel Hébert, agent officiel du Comité national du OUI

LE DEVOIR

## LE MONDE

Élu président du RPR

## Juppé promet un nouveau départ

Marne-la-Vallée (Reuter) — Élu hier président du RPR, Alain Juppé a voulu rassembler la famille gaulliste, à l'aube d'un «nouveau départ», avant d'adresser «à tous les Français un message de responsabilité, de confiance et d'espoir».

«Je crois de toutes mes forces que nous avons pris le bon chemin. Il ne faut pas lâcher. Il ne faut pas flancher», a proclamé le premier ministre, élu avec 92,61 % des voix à la tête du parti gaulliste lors des assises de Marne-la-Vallée.

Malmené dans les sondages, encore affaibli par ses récents démêlés judiciaires, le premier ministre a voulu délivrer un credo simple à une opinion plus que défiante cinq mois seulement après son arrivée à Matignon.

«La France a les moyens d'un nouveau départ, d'une nouvelle cohésion, d'une nouvelle fierté (...) Le moment est venu, pour la France, de reprendre l'initiative», a dit Alain Juppé avant d'appeler les Français à cultiver «la vertu d'espérance». «Les efforts d'aujourd'hui paieront demain», a-t-il assuré devant des milliers de militants massés sous un chapiteau.

Alain Juppé a affirmé avoir «entendu les réactions des Français». «Je n'ignore pas leurs inquiétudes. Je comprends certaines de leurs critiques. Nous en tiendrons compte bien sûr. Mais, m'adressant maintenant à tous nos compatriotes, je veux les appeler à la prise de conscience qui s'impose», a-t-il dit.

«C'est l'avenir de notre pays et de nos enfants qui est en cause. En tant que premier ministre, je ferai ce qu'en conscience je crois devoir faire», a-t-il ajouté. «Objectivement la tâche est rude et le serait pour tout le monde», a reconnu Alain Juppé.

«Certains ont pu s'imaginer que tout allait devenir soudainement facile, que la baguette magique de la victoire électorale allait tout transformer. Eh bien non ce n'est pas facile», a-t-il lancé.

## Balladur sifflé

Pour le chef du gouvernement, le nouveau pouvoir a «refusé d'emprunter la voie de la facilité et de la démagogie». «Nous avons tout de suite pris les mesures les plus difficiles et les plus impopulaires», a-t-il dit.

Comme il l'avait déjà fait le week-end dernier, devant les parlementaires RPR, Alain Juppé a fait jouer la corde sensible en rappelant que, «dans l'épreuve, on a besoin des siens».

«Je viens de traverser une épreuve qui me marquera pour longtemps. Une épreuve qui m'a beaucoup appris sur moi-même et sur les autres. J'avais besoin de vous parce que vous êtes — en politique — ma famille. Merci d'avoir répondu présent», a-t-il lancé, évoquant implicitement la polémique sur son logement.

Il a repris et développé l'appel aux gaullistes lancé il y a une semaine à Avignon en appelant à «la réconciliation, à l'unité et au rassemblement».

Edouard Balladur, rival malheureux de Jacques Chirac à l'élection présidentielle, avait été accueilli par des huées quelques instants plus tôt. Son principal lieutenant, Nicolas Sarkozy, s'était éclipsé après un bref passage dans la matinée.

## Bosnie: pendant qu'on prépare la paix, la guerre continue

La Russie et l'OTAN négocient l'envoi d'une force de maintien de la paix de 60 000 hommes

Sarajevo (Reuter) — Après une brève accalmie, les combats ont repris hier dans le nord-ouest de la Bosnie, hypothéquant un peu plus l'avenir du cessez-le-feu entré en vigueur il y a quatre jours à peine.

En visite hier à Sarajevo, le ministre français des Affaires étrangères Hervé de Charette s'est néanmoins déclaré «raisonnablement optimiste» quant aux perspectives de paix en Bosnie.

La Russie et l'Otan ont entamé hier à Mons, en Belgique, l'examen d'un projet de déploiement de 60 000 hommes en Bosnie pour y faire respecter un éventuel accord de paix.

Sur le terrain, le V<sup>e</sup> Corps d'armée bosniaque a affirmé dans un communiqué que les forces serbes avaient pénétré ses lignes de défense près de Sanski Most «avec toutes les armes dont elles disposent».

L'agence serbe Tanjug a rapporté par ailleurs que les combats faisaient rage depuis hier matin sur le front de Sanski Most.

À Sarajevo, la Forpronu a confirmé la reprise des combats sans pouvoir donner de précision sur leur intensité.

«Nul doute qu'il y a encore des opérations militaires, mais la situation est stable en termes de gains territoriaux», a déclaré Chris Vernon, porte-parole de la Forpronu.

Des observateurs de l'ONU sont arrivés hier sur les lignes de front près de Mrkonjic Grad, à la demande des Serbes qui leur ont demandé de venir constater des violations du cessez-le-feu dont ils accusent les Musulmans et les Croates.

Une légère accalmie avait laissé place hier matin à la violence des précédentes journées. Les forces gouvernementales bosniaques avaient assuré avoir mis un terme à leur offensive dans le nord-ouest.

À Sanski Most, ville stratégique dont les Musulmans se sont emparés juste avant l'entrée en vigueur du cessez-le-feu, des unités de l'armée gouvernementale ont affirmé aux

journalistes qu'elles avaient reçu l'ordre de cesser le combat et de stopper leur progression vers les villes sous contrôle serbe de Prijedor et de Banja Luka.

Seule consigne: répliquer en cas d'attaque.

Le dirigeant serbo-bosniaque Radovan Karadzic a rejeté sur ses officiers supérieurs la série de débâcles subies par les troupes de Pale depuis le début de l'offensive conjointe des troupes bosniaques et de leurs alliés croates le mois dernier.

«Nous devons savoir qui est responsable d'une perte considérable de territoire et de défaites militaires, et ces responsables devront en subir les conséquences», a-t-il Radovan Karadzic samedi soir à Banja Luka.

À Banja Luka, le «Parlement» serbo-bosniaque a entamé hier une séance à laquelle assistent de hauts responsables militaires. Le président du Parlement, Momcilo Krajsnik, a prêté une «discussion longue et difficile».

Chute du nouveau gouvernement de Tansu Ciller

## Crise politique en Turquie

Ankara (Reuter) — Le nouveau gouvernement minoritaire de Tansu Ciller n'aura tenu que dix jours: hier, le premier ministre turc a appelé à des élections anticipées après le refus des parlementaires d'accorder leur confiance à son équipe.

«La démocratie et le pays ont besoin très rapidement désormais d'élections générales», a déclaré Tansu Ciller quelques minutes après la proclamation des résultats du vote de défiance. Mais elle n'a indiqué aucune date pour la tenue du scrutin initialement prévu en octobre 1996.

Le Parlement a rejeté par 230 voix contre 191 la motion de confiance du gouvernement constitué le 5 octobre dernier.

Le président Suleyman Demirel peut désormais confier à un autre parlementaire la tâche de former un gouvernement. Mais on s'attend à ce que le premier ministre ainsi désigné appelle lui aussi à des élections anticipées.

Lorsque la coalition précédente qu'elle dirigeait s'était défitée, en septembre, Tansu Ciller avait refusé fermement les appels généralisés à des élections anticipées qui éma-

naient parfois de son propre Parti de la juste voie (DYP).

Ses partisans redoutaient alors qu'une campagne électorale ne retarde l'application du plan d'austérité forgé début 1994 sous le patronage du Fonds monétaire international en pleine crise financière. Elle risquait également, selon eux, de menacer les réformes nécessaires à la conclusion d'un accord douanier avec l'Union européenne.

Le vote d'hier a réglé la question, dans une atmosphère houleuse de sifflets et d'empoignades à l'intérieur du Parlement, sur fond de grève massive du secteur public et de réajustements de compte dans les arcanes du pouvoir.

Alors que Tansu Ciller battait le rappel de tous ses soutiens possibles, un de ses prétendus alliés a annoncé une heure avant le vote que les dix élus de Parti de la gauche démocratique (DSP) refuseraient la confiance si le gouvernement ne faisait pas immédiatement aboutir les négociations avec la confédération syndicale Turk-Is alors que la grève dure depuis près d'un mois.

L'ultimatum du DSP achevait d'as-

sommer les derniers espoirs de Tansu Ciller, déjà entamés par les multiples défections au sein même du DYP. Au final, 13 des 177 députés de son parti ont voté contre le gouvernement de Tansu Ciller.

Quelques heures avant l'ouverture du scrutin, des milliers de manifestants se sont rassemblés à l'appel de la confédération Turk-Is place Kizilay, au centre d'Ankara, pour réclamer le rejet de la motion de confiance.

«Si Dieu le veut, ce sera le dernier jour du premier ministre», a déclaré Bayram Meral, dirigeant du syndicat qui représente 350 000 grévistes.

«Indépendance pour la Turquie, Assez du FMI», reprenaient les quelque 15 000 manifestants. Pour Turk-Is, c'est la mainmise du Fonds monétaire international sur le gouvernement qui explique les bas salaires contre lesquels la grève a été lancée le 20 septembre.

La police avait déployé 4000 hommes autour du rassemblement. Des blindés patrouillaient dans Ankara tandis que des tireurs d'élite avaient pris position sur le toit des immeubles dominant la place Kizilay.

## Willy Claes se prépare à une bataille décisive

Bruelles (Reuter) — Le secrétaire général de l'Otan, Willy Claes, dont la carrière internationale ne tient plus qu'à un fil judiciaire, se dit victime d'une cabale politique belge dans l'espoir apparent de sauver sa tête.

Ce socialiste flamand de 56 ans affirme toujours «réfléchir» à la décision prise samedi par une commission parlementaire de le renvoyer devant la Cour de cassation — équivalent d'une mise en accusation — pour des faits présumés de corruption.

Willy Claes est soupçonné d'avoir, en 1988 et 1989, lorsqu'il était ministre des Affaires économiques, fa-

vorisé en échange de pots-de-vin pour son parti les firmes italiennes Agusta et française Dassault, afin qu'elles remportent respectivement les contrats pour la livraison de 46 hélicoptères à l'armée et la modernisation de ses avions F-16.

La décision de le faire juger par la cour de cassation, qui doit encore être confirmée, vraisemblablement jeudi prochain, par la Chambre des représentants réunie en séance plénière à huis clos, a surpris cet homme qui croyait vendredi avoir convaincu la commission parlementaire de son innocence totale.

Interrogé par les médias belges

sur son état d'esprit, Willy Claes s'est montré extrêmement triste, presque dépressif.

«La comparaison ne vaut évidemment pas, mais comment des gens ont-ils pu rester pendant quatre ans dans un camp de concentration?», s'est-il interrogé dans une interview à *Dimanche Matin*. «C'est très difficile. Et tellement injuste».

«Je suis très triste, très déçu, parce que j'ai la conviction que pendant trente ans j'ai servi le pays comme il se doit et que je ne mérite pas ce sort», a-t-il dit samedi soir et par téléphone à la télévision privée RTL-TVI.

## 100 % de Oui pour Saddam



PHOTO AP

CES JEUNES FILLES de Bagdad n'ont pas eu de difficulté à convaincre les électeurs de voter «Oui» au plébiscite organisé par Saddam Hussein, candidat unique à sa succession. La télévision irakienne a annoncé hier soir que le président Hussein a recueilli 100 % de «Oui». «Un de mes assistants ne voulait pas que j'annonce ce chiffre, mais je dois le faire, car c'est un fait», a déclaré Ezzat Ibrahim, vice-président du Conseil de Commandement de la Révolution (CCR), la plus haute instance dirigeante d'Irak. M. Ibrahim n'a fourni aucun détail des chiffres. Toutefois, certains observateurs indépendants dans les bureaux de vote à Bagdad ont pu constater lors du dépouillement du scrutin l'existence de quelques votes négatifs.

E N B R E F

## UN EX-COMMUNISTE FAVORI EN POLOGNE

Wrzesnia (Pologne) (Reuter) — Le candidat ex-communiste aux présidentielles polonaises, Aleksander Kwasniewski, s'est imposé hier comme le favori du scrutin du 5 novembre en remportant avec une confortable marge une «répétition générale» électorale à Wrzesnia, dans l'ouest du pays. Dans une ambiance de primaires à l'américaine — orchestres, majorettes, badges, tee-shirts — Aleksander Kwasniewski, chef de file du Parti social-démocrate (SLD), a été déclaré vainqueur avec 48,8 % des suffrages contre 12,7 % seulement pour le président polonais Lech Walesa, deuxième du scrutin. Vient ensuite le candidat centriste Jacek Kuron, le médiateur (ombudsman) polonais Tadeusz Zieliński et la présidente de la Banque centrale, Hanna Gronkiewicz-Waltz. Ni Walesa ni sa rivale Hanna Gronkiewicz-Waltz n'assistaient à l'événement, censé refléter les aspirations des électeurs polonais. Le dernier sondage en date réalisé par l'institut CBOS crédite Kwasniewski de 27 % des intentions de vote, Walesa de 17 % et Gronkiewicz-Waltz de 12 %.

## UNE AUTRE ANNULATION POUR COLUMBIA

Cap Canaveral (AFP) — Pour la sixième fois, la NASA a annulé hier le lancement de la navette Columbia, du fait des mauvaises conditions météorologiques régnant sur Cap Canaveral, en Floride. Les responsables de l'agence spatiale américaine ont fixé à jeudi prochain la date de la nouvelle tentative de lancement. Avec ce sixième report de lancement, Columbia a égalisé un record qui lui appartenait déjà depuis 1986.

## RÉUNION DES PRÉSIDENTS FRANCOPHONES

Paris (AFP) — Une quarantaine de présidents d'Assemblées parlementaires «ayant le français en partage» se retrouvent aujourd'hui et demain à Paris à l'initiative du président de l'Assemblée nationale, M. Philippe Séguin. Ces parlementaires venus d'Europe occidentale et d'Europe centrale (Bulgarie, Hongrie, Roumanie), de pays africains, méditerranéens, américains et asiatiques, participeront à une conférence sur le thème «Parlements, Francophonie et Développement». Les travaux se déroulent aujourd'hui dans l'hémicycle du Palais Bourbon et s'achèveront par l'adoption d'une déclaration finale. Ces débats permettront de renforcer la coopération juridique et technique entre les Assemblées parlementaires.

## SCANDALE À STOCKHOLM

Stockholm (Reuter) — Le vice-premier ministre suédois Mona Sahlin, qui est accusée d'avoir utilisé des fonds publics à des fins privées, doit préciser aujourd'hui lors d'une conférence de presse si elle reste candidate au poste de chef de gouvernement. Mona Sahlin était jusqu'ici pressentie pour succéder à Ingvar Carlsson, qui quittera ses fonctions en mars 1996. Mais de fâcheuses révélations sur ses dépenses privées ont brusquement modifié le scénario. Mona Sahlin a reconnu la semaine dernière avoir réglé pendant des années certaines dépenses personnelles avec la carte de crédit officielle liée à sa fonction. Le vice-premier ministre a remboursé la totalité des sommes, mais sa popularité a souffert de ces révélations. Vendredi, le procureur d'Etat Klas Bergendal a annoncé qu'il étudiait l'éventualité de poursuites judiciaires à son encontre. La presse suédoise fait déjà état de rumeurs de démission. L'intéressée a rencontré hier Ingvar Carlsson et un responsable du Parti social-démocrate, Sven Hultström, qui est chargé de désigner le successeur du premier ministre.

## FIN DE PRISE D'OTAGES À MOSCOU

Moscou (AFP) — Les services russes de sécurité ont qualifié d'«opération remarquable» l'assaut donné aux pieds du Kremlin par les forces de l'ordre contre le bus où un inconnu avait pris en otages samedi plusieurs touristes sud-coréens. L'opération a été menée dans la nuit par des hommes du groupe Alpha, les unités spéciales de lutte anti-terroriste rattachées au service fédéral de sécurité (FSB, ex-KGB). Les touristes, ainsi que leur guide et un chauffeur russes, ont été retenus pendant plus de neuf heures. L'inconnu, qui exigeait un rançon d'un million de dollars, a libéré la majorité des otages par petits groupes, puis les forces de l'ordre ont donné l'assaut, qui a duré 21 secondes, alors que quatre touristes et le chauffeur étaient encore retenus. Les otages ont été libérés sains et saufs. Le preneur d'otages a été abattu.

## 30 FRÈRES MUSULMANS EN PROCÈS

Le Caire (AFP) — Trente membres du mouvement égyptien des Frères musulmans ont été déferés devant la Haute cour militaire selon un décret signé hier par le président Hosni Moubarak, a-t-on indiqué de source judiciaire. Ils seront jugés en trois groupes, selon le décret. Aucune indication n'a été donnée sur la date des procès.

Quand la vie va mal  
c'est souvent  
qu'elle a mal débuté.

Donnez un  
coup de main  
au destin.

288-1261

Centraide  
du Grand Montréal

Merci aux amis de Centraide  
qui ont assumé les coûts de cette annonce.

## RELIGIONS

Rome et les juifs (1)

## Deux encycliques inédites sur l'antisémitisme

Ce n'est pas une, mais bien deux encycliques papales inédites sur l'antisémitisme qui ont retenu l'attention au cours des derniers jours. Coup sur coup, on a appris que des chercheurs belges avaient débusqué une encyclique du pape Pie XI sur l'antisémitisme qui n'avait jamais été publiée jusqu'ici, et que l'actuel Saint-Père promettait à nouveau d'en publier une autre, sur le même sujet, dans les prochains mois.



Stéphane Baillargeon

Jean-Paul II aurait fait allusion à la publication de ce texte attendu, il y a une semaine, pendant son voyage aux États-Unis, alors qu'il rencontrait des représentants de la communauté juive new-yorkaise. Le document avait déjà été promis lors d'un voyage précédent en Amérique, en 1987. L'encyclique sur la Shoah et l'antisémitisme devrait s'appuyer sur les réflexions d'un groupe de travail de la conférence épiscopale allemande. On sait déjà que le Saint-Siège a promis d'y reconnaître que certaines traditions de la pensée catholique ont contribué à la naissance de l'antisémitisme dans la société occidentale et ont donc joué un rôle important dans la persécution millénaire des juifs, qui a atteint des sommets monstrueux pendant la Deuxième Guerre mon-

diale. Par ailleurs, au début du mois, les éditions parisiennes La Découverte ont annoncé la publication de l'encyclique *Humani Generis Unitas* («L'Unité du genre humain») et du pape Pie XI avait commandé à trois jésuites, en 1938, qu'il n'a pu publier avant sa mort, et que son successeur, Pie XII, a abandonnée dans les caves du Vatican.

Ce n'est pas là que Georges Passelecq et Bernard Suchecky, l'un moine bénédictin, ancien déporté, l'autre historien juif, ont retrouvé ce document. Les deux chercheurs belges se sont heurtés à des portes fermées aux archives de la Compagnie de Jésus, à Rome et au Vatican, et ont finalement déniché une copie microfilmée du texte aux États-Unis, où avaient été publiés quelques extraits, dans les années 70. Leur livre, paru le 5 octobre, s'intitule *L'Encyclique cachée de Pie XI*, tout simplement.

Il n'est pas encore disponible de ce côté-ci de l'Atlantique Nord. Les extraits et les commentaires qu'on a pu lire dans la presse française nous apprennent toutefois que le projet d'encyclique, secrètement commandé en juin 1938, devait dénoncer solemnellement l'antisémitisme et le racisme, puis finalement proclamer «l'unité du genre humain». Auparavant, Achille Ratti, élu pape en 1922, avait déjà pris ses distances vis-à-vis du nazisme dans l'encyclique *Mit Brennender Sorge* («Dans notre poignante inquiétude») et du «communisme athée» dans *Divini Redemptoris* (toutes deux publiées en 1937), puis du fascisme mussolinien avec *Non abbiamo bisogno* (1938). Cependant, le pape octogénaire, qui déclarait déjà en 1936 «nous sommes spirituellement des Sémites», n'a pu poursuivre son combat avec l'encyclique contre l'antisémitisme. Il est mort en février 1939, alors que les supérieurs des rédacteurs jésuites laissaient traîner les choses, notamment en confiant le texte à de prétendus experts.

## Silence de Pie XII

L'encyclique cachée de Pie XI montre qu'à la veille de la guerre, l'Église était donc encore empiétrée dans un antijudaïsme théologique et pratique, qui explique en partie la mollesse de ses réactions face à l'antisémitisme des nazis. Le pape suivant, le cardinal Eugenio Pacelli, qui prendra le nom de Pie XII, ne signera d'ailleurs aucune encyclique sur le sujet et poussera même l'affront jusqu'à reprendre des passages entiers de *Humani Generis Unitas*, dans la première encyclique de son pontificat, en octobre 1939, sans toutefois citer ceux qui concernaient l'antisémitisme!

Son silence sur la «question juive» et son quasi-mutisme face à l'extermination des juifs d'Europe, alors qu'il avait été informé de la mise en œuvre de la «Solution finale» dès 1942, a entaché à jamais la réputation de l'Église catholique. Et ce, malgré certaines actions concrètes entreprises par le Vatican, pendant la Deuxième Guerre mondiale, pour venir en aide aux victimes juives des persécutions nazies.

Il faudra attendre les révélations sur les camps de la mort et la démarche œcuménique engagée par Vatican II pour que l'Église catholique interroge enfin ses ambiguïtés, et encore, de façon bien timide. En 1987, alors que la triste affaire du Carmel d'Auschwitz battait son plein, Jean-Paul II promettait de publier une encyclique sur l'antisémitisme et la Shoah. C'était il y a huit ans déjà, et le pape a pourtant pris le temps de publier bien d'autres encycliques et de nombreux autres textes.

Au moins, la promesse de publication plus que nécessaire sur la question de l'antisémitisme vient d'être réitérée par le gardien de la foi catholique en un juif crucifié il y a deux mille ans, à Jérusalem...

La semaine prochaine, le deuxième article de cette série, traitera de l'histoire des relations entre le Saint-Siège et les juifs depuis 1939. Le dernier article examinera



Pie XII n'a signé aucune encyclique sur la question de l'antisémitisme. Son silence a entaché pour longtemps l'image de l'Église. comment les historiens et les théologues abordent la question des sources de l'antisémitisme dans le Nouveau Testament.

TÉL.: 985-3344 AVIS PUBLICS FAX: 985-3340

CANADA, PROVINCE DE QUÉBEC, DISTRICT DE MONTRÉAL, COUR DU QUÉBEC, NO: 500-02-010410-954 - ORDRE DE VENDRE LES BIENS SAISIS, DEMANDE DE PAIEMENT DELIXO INC., DIV. DE PRIVIGO DISTRIBUTION INC., Partie demanderesse, -vs- YANNIS (JOHNNY) LEFTAKIS ET ALS, Partie défenderesse. Le 26ème jour d'octobre 1995, à 10h00, au 9401-9403 Clément, Ville Lasalle, district de Montréal, seront vendus par autorité de Justice, les biens et effets de YANNIS (JOHNNY) LEFTAKIS ET ALS, saisis en cette cause, consistant en: 1 lot d'équipement de restauration. Conditions: ARGENT COMPTANT et/ou CHEQUE VISE. Information: MICHEL DI FIORE, huissier du district de Montréal, 514-848-0979, Fax: 514-848-0979, MACERA & ASSOCIES HUISSIERS, 31, rue St-Jacques, Québec, Rez-de-chaussée, Montréal, Québec, H2Y 1K9.

CANADA, PROVINCE DE QUÉBEC, DISTRICT DE MONTRÉAL, COUR DU QUÉBEC, NO: 505-02-002079-956 - FLORENDO PACE, Partie demanderesse, -vs- CLAUDE DE VARENNES, Partie défenderesse. Le 26 octobre 1995 à 10h00, au 1647, STE-HELENE #10, LONGUEUIL, Qc, district de Longueuil, seront vendus par autorité de Justice, les biens et effets de: CLAUDE DE VARENNES, saisis en cette cause, consistant en: 1 Divan 3 places en tissu gris; 1 télévision couleur portable 12" environ; 1 bibliothèque 6 tablettes; 2 portes; 1 quatuor scéché avec son support et coffret; 1 automobile Pontiac Sunbird 1994 rouge et acc. Conditions: ARGENT COMPTANT et/ou CHEQUE VISE. Information: MAURICE GAUCHER, Huissier du district de Longueuil, (514)465-4650, GAUCHER, HUISSIERS, 558, Notre-Dame, bureau 102, Saint-Lambert, Québec, J4P 2K7.

CANADA, PROVINCE DE QUÉBEC, DISTRICT DE MONTRÉAL, COUR DU QUÉBEC, NO: 510-32-000998-949 - AVIS DE VENTE JUDICIAIRE, PARTIE DEMANDERESSE: JACQUES H. GARAND, 10672 PIE IX, Montréal-Nord, Québec, H1H 4A6, PARTIE DEFENDERESSE: JULIEN OUELLET, 4048, du Progrès, Montréal-Nord, H1H 2E1. Le 27 octobre 1995, à 14h30, au domicile du défendeur, au 4048, du Progrès, Montréal-Nord (Qué.), en la ville de Montréal-Nord, district de Justice, les biens et effets du défendeur JULIEN OUELLET, saisis en cette cause, consistant en: un téléviseur couleur 26" stéréo Control Center, modèle no: SY257K7, no série: 292-16982040; 1 machine à coudre commerciale, type noire, Plain Model, no: AG210777, série no: 241-12. Conditions: ARGENT COMPTANT.

Avis public

prestations supplémentaires de retraite pour les professionnels de la Ville de Montréal (94-119, a. 5)

1 Ordonnance sur la désignation d'un dépositaire

Règlement établissant un régime de prestations supplémentaires de retraite pour les fonctionnaires de la Ville de Montréal (94-050, a. 5)

1 Ordonnance sur la désignation d'un dépositaire

Règlement établissant un régime de prestations supplémentaires de retraite pour les fonctionnaires de la Ville de Montréal (94-055, a. 5)

1 Ordonnance sur la désignation d'un dépositaire

Règlement établissant un régime de prestations supplémentaires de retraite pour les employés manuels de la Ville de Montréal (94-063, a. 5)

1 Ordonnance sur la désignation d'un dépositaire

Règlement établissant un régime de

Conditions: ARGENT COMPTANT. FRANCINE WINNER, HUISSIÈRE, 8794, rue Foucher, #5, Montréal (Qué.) H2M 1V3. Tél: (514)858-9546.

Changeant de nom d'une personne majeure

Prenez avis que KHALED SAFAR-REMAILI ET SON FILS DANIEL DEMANDERESSE: CICCARELLO ASSURANCES LTÉE, 5993 E. JEANTALON, #202, ST-LEONARD, Québec H1S 1M5, PARTIE DEFENDERESSE: AUDIO ONE INC., 6550 O. ST-JACQUES, MONTRÉAL, H4B 1V8. Le 27 octobre 1995, à 11h00 a.m. à la place d'affaires du défendeur, au: 6550 O. St-Jacques, Montréal, (Qué.), en la ville de Montréal, district de Montréal, seront vendus par autorité de Justice, les biens et effets du défendeur AUDIO ONE INC., saisis en cette cause, consistant en: 1 Amplifier "Power" CAA 180; un radio auto Curtis CS710; quatorze Car Starter "Power Start" Automatic no PS900A; six lecteurs de cassettes pour auto, "Pioneer" no: KE1900; Un Car Audio System "Toshiba"; deux Speakers Subwoofer "Eliminator" no: ESW-104; un ensemble Speakers "Pioneer" no: TSA6990; un 6X9" 2WAY Speaker 150W "Prestige" no: PS6951; un 6X9" 3WAY Speaker "Prestige" no: PS6952; un Tûne am/fm MPX radio P.50 "Prestige"; un 6 Dics CD Charger "Prestige" P160.

SAFAR-REMAILI KHALED 11 octobre 1995.

DECLARATION DE DEMANDE DE DISSOLUTION (article 37, Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales)

AVIS AUX CRÉANCIERS DE LA PREMIÈRE ASSEMBLÉE

Cour No: 505-11-000473-954

Dans l'affaire de la faillite de: VOYAGES MISTRAL INC. ayant sa place d'affaires au 101 Place Charles Lemoyne, #206, Longueuil, Québec, J4K 4Z1

AVIS est par les présentes donné que la débricatrice sudiste a fait cession de ses biens en date du 5 octobre 1995 et que la première assemblée des créanciers sera tenue le 25 octobre 1995 à 15:00 heures au bureau du syndic, au 500, Sherbrooke ouest, bureau 950, Montréal, Québec, H3A 3C6

Daté de Montréal, ce 10 octobre 1995.

GÉRALD ROBITAILLE ET ASSOCIÉS LTÉE Syndic de l'actif 500 Sherbrooke Ouest Bureau 950 Montréal (Québec) H3A 3C6 Tél.: (514) 847-0180

AVIS PUBLIC est par les présentes donné, que le Conseil municipal de la Cité de Côte Saint-Luc, par une résolution en date du 2 octobre 1995, a ordonné à la soussignée, conformément aux dispositions de la Loi sur les Cités et Villes, de vendre les immeubles ci-dessous décrits pour satisfaire au paiement des arriérés des taxes municipales, générales ou spéciales et scolaires s'il y a lieu, avec intérêts et frais (non inclus dans la liste ci-dessous), et qu'en conséquence, lesdits immeubles seront vendus par un public en la Salle du Conseil municipal à l'Hôtel de Ville de Côte Saint-Luc, 5801, boulevard Cavendish, Cité de Côte Saint-Luc, le 15<sup>e</sup> jour de novembre 1995, à dix heures de l'avant-midi, heure normale de l'est.

Toutefois, seront exclus de la vente, les immeubles sur lesquels lesdites taxes pour l'année 1995 et les années antérieures, intérêts et frais, auront été payés avant le moment de la vente.

Les immeubles ci-après décrits seront vendus, sujets au droit de retrait d'un an. Ils font tous partie du plan et du livre de renvoi du cadastre officiel de la Municipalité de la Paroisse de Montréal, division d'enregistrement de Montréal.

Ils seront vendus avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances s'il y a lieu, sujets à tous les droits acquis de la Cité de Côte Saint-Luc et à toutes les servitudes actives ou passives, apparentes ou occultes pouvant les affecter.

Le prix d'adjudication de chacun de ces immeubles sera payable immédiatement en monnaie légale ou par chèque visé fait au nom de la Cité de Côte Saint-Luc.

Numéro de matricule: 9136-71-8245-7  
Adresse de la propriété: 5732-5734 avenue Lockwood - avec bâtisse  
Cadastre: 98-16  
Nom du propriétaire: Ilana Solimani-Mordekai  
Montant des taxes: 11 592,32 \$

Numéro de matricule: 9137-37-7712-6-01-0083  
Adresse de la propriété: 6075 boul. Cavendish - avec bâtisse  
Cadastre: 4929-1, 4929-26-28, 4929-97  
Nom du propriétaire: Yetta Filgel  
Montant des taxes: 8 197,45 \$

Numéro de matricule: 9137-65-0739-7-01-0294  
Adresse de la propriété: 5900 avenue Armstrong Garage A17  
Cadastre: 4884-1, 4884-2, 4884-A17  
Nom du propriétaire: Dennis Marcel Sandor  
Montant des taxes: 151,75 \$

Numéro de matricule: 9137-75-7528-6  
Adresse de la propriété: 5873 avenue Armstrong - avec bâtisse  
Cadastre: 84-1067  
Nom du propriétaire: Elizabeth Ouaknine  
Montant des taxes: 26 548,46 \$

Numéro de matricule: 9137-77-9080-2  
Adresse de la propriété: 5901 avenue Brandeis - avec bâtisse  
Cadastre: 83-410  
Nom du propriétaire: Maria Rita Lalli-D'Agostino  
Montant des taxes: 21 131,69 \$

Numéro de matricule: 9236-70-8384-4  
Adresse de la propriété: Lot chemin Côte St-Luc  
Cadastre: 93-1082  
Nom du propriétaire: Elmy Investment Corp.  
Montant des taxes: 589,90 \$

Numéro de matricule: 9336-19-1005-7  
Adresse de la propriété: 5526 avenue Randall - avec bâtisse  
Cadastre: 83-474  
Nom du propriétaire: Miriam Arnshtein  
Montant des taxes: 3 386,36 \$

En foi de quoi j'ai signé à Côte Saint-Luc, ce 16<sup>e</sup> jour d'octobre 1995.  
Mme J. Habra, O.M.A.  
Greffière

MURRAY HILL LEASING LTD. Par: PAUL HERSHORN - PRÉSIDENT

LES LOCATIONS MURRAY HILL LITEE/ MURRAY HILL LEASING LTD. AVIS est par les présentes donné que la compagnie LES LOCATIONS MURRAY HILL LITEE/MURRAY HILL LEASING LTD., constituée en vertu de la Loi des Compagnies de

Québec et continuée sous la partie 1A de la Loi sur les Compagnies, ayant son siège social dans la ville de Montréal, demandera à l'Inspecteur Général des Institutions Financières, la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

DATE: Montréal, ce 13e jour de septembre 1995  
LES LOCATIONS MURRAY HILL LITEE/ MURRAY HILL LEASING LTD. PRÉSENT

GREFFIER ADJOINT MÉLADINE SAINGEL, PARTIE REQUÉRANTE - C- RALPH BENOIT, PARTIE INTIMÉE

ASSIGNATION ORDRE de comparaitre au greffe de cette cour située au Palais de justice de Montréal, 10, rue Saint-Antoine Est, salle 1.100, dans les trente (30) jours de la date de la publication du présent avis dans le journal Le Devoir;

Une copie de la demande en divorce a été remise au greffe à l'intention de la partie intimée, Ralph Benoit; Lieu: MONTRÉAL Date: 2 octobre 1995 DOMINIQUE DIBERNARDO, G.a.

AVIS public

Service du greffe

Usage conditionnel

AVIS PUBLIC est donné que le comité exécutif de la Ville de Montréal, à sa séance prévue pour le 8 novembre 1995 à 10 h, sera saisi d'une demande pour l'exercice d'un usage conditionnel relativement à la propriété sise aux 1640 et 1644, avenue Selkirk.

Cette autorisation permettra l'implantation de l'usage «bureau» dans l'immeuble situé aux 1640 et 1644, avenue Selkirk, selon les dispositions du Règlement d'urbanisme (R.R.V.M., c. U-1).

Montréal, le 16 octobre 1995  
Le greffier, Léon Laberge

Hydro Québec

Appel d'offres pour 14 h, heure de Montréal

ADG.50005.A Le mardi 31 octobre 1995

Poste Bout-de-l'Île Île de Montréal

Tri, transport et recyclage d'accumulateurs et de piles sèches

Admissibilité: Principale place d'affaires au Québec

Garantie de soumission: 10 % du montant total

Envergure: 80 000 \$

ATP.50039.F Le mardi 7 novembre 1995

Fourniture de 9 carrosseries type fourgon

Admissibilité: Place d'affaires au Québec

Garantie de soumission: 10 % du montant total

Pour renseignements par télécopieur: (514) 840-4784

ATP.50043.Y Le mardi 7 novembre 1995

Location de véhicules automobiles pour raisons d'affaires pendant 3 ans.

Admissibilité: Place d'affaires au Québec

Garantie de soumission: 10 000 \$

Pour renseignements par télécopieur: (514) 840-4784

Le montant du document d'appel d'offres (d.a.o.) est non remboursable et doit être payé sous forme de chèque ou de mandat à l'ordre d'Hydro-Québec.

Prix du d.a.o.: 25,00 \$

La garantie de soumission devra être sous forme de chèque visé, de cautionnement fourni par une compagnie d'assurance, de lettre de crédit irrévocable ou d'obligations au porteur.

L'intéressé à soumissionner doit fournir son numéro de téléphone et de télécopieur lors de sa demande de document d'appel d'offres.

Le document d'appel d'offres peut être consulté ou obtenu du lundi au vendredi de 8 h à 16 h à l'endroit suivant:

Hydro-Québec Direction Acquisition 800, boul. de Maisonneuve est 2<sup>e</sup> étage, bureau 2-007 Montréal (Québec) H2L 4M8 Pour renseignements: (514) 840-4903

Ce document peut être également consulté aux 8 centres d'acquisition régionaux d'Hydro-Québec entre 8h et 12h et entre 13h et 16h.

Pour renseignements relatifs à la vente des documents: Téléphone (514) 840-4903

## É D I T O R I A L

## OUI ou NON

## 3 - L'inclusion malaisée

Gilles Lesage

À l'exception de quelques déclarations et incidents isolés, il n'a pas été beaucoup question des minorités, à ce jour, au cours de la campagne référendaire. À peu près tout se passe, aussi bien du côté du OUI que du NON, comme si cet enjeu fondamental ne concernait pour l'heure que les Québécois dits de souche, que d'aucuns appellent encore les «pure laine». Pourtant, qu'il s'agisse de la communauté anglophone, des nations autochtones ou des communautés culturelles, le problème de l'intégration se pose avec acuité, que ce soit par ailleurs le statut politique du Québec.

**S**il le OUI l'emporte le 30 octobre, la future constitution devra préciser que le Québec est un pays de langue française et faire obligation au gouvernement d'assurer la protection et le développement de la culture québécoise. Elle devra comporter une charte des droits et libertés de la personne et, dans le respect de l'intégrité du territoire québécois, donner des garanties quant aux droits de la communauté anglophone et des nations autochtones.

«En inscrivant spécifiquement, dans notre constitution, les droits de nos concitoyens anglophones, nous protégerons mieux leurs droits que jamais la constitution canadienne n'a protégé les droits des francophones, précise *Le Cœur à l'ouvrage*, esquisse du projet de société du OUI. De même, pour les nations autochtones du Québec, que nous reconnaissons comme des nations distinctes vivant sur notre territoire commun, nous avons l'intention de reconnaître, par voie de négociation fondée sur le respect mutuel, un niveau d'autonomie gouvernementale équivalent ou supérieur à ce qui se fait sur le reste du continent.»

Au Québec, nous n'avons pas peur des sociétés distinctes, proclame fièrement le document de travail du camp du changement. Est-ce si apparent, si simple et si sûr? À en juger par la méfiance viscérale qu'inspire toujours le projet souverainiste dans les trois grands groupes minoritaires, ce n'est pas cet automne que les nobles intentions péquistes vont recueillir des gains substantiels. Tout comme au référendum de 1980 et aux élections générales, plus le PQ consolide ses appuis parmi les francophones, plus les autres groupes se jettent massivement dans les bras des libéraux. Non pas que leur confiance envers eux est illimitée — la défection d'anglophones a été cuisante pour le PLQ en 1989 — mais la crainte des objectifs péquistes est telle qu'elle suscite un rejet presque global.

En dépit d'apparences plus sereines que naguère, le fossé ne cesse de se creuser entre Nous et Eux, ce qui est bien le facteur le plus malsain qui soit pour l'avenir, advenant un OUI majoritaire des francophones.

Quand le chef du NON, M. Johnson, clame que «nous sommes tous des immigrants» — comme s'il avait besoin de courtiser les anglophones inquiets et les allophones déconcertés — il touche une corde extrêmement sensible. Sur ce point névralgique, les politiques libérales, pour autant qu'on puisse les déceler durant cette lutte à sens unique, sont propres à rassurer les minorités et à les retenir presque en bloc dans le giron du *statu quo*. Le vice-premier ministre Bernard Landry a beau protester de sa bonne foi, qui est très grande, rien n'y fait. Il a beau promettre, selon une formule admirable, qu'au lendemain du OUI, il n'y aura qu'un seul peuple fondateur, celui de tous les Québécois, le courant ne passe pas.

Il y a bien, ici et là, des regroupements issus des communautés ethnoculturelles pour le OUI. De façon générale, elles sont d'ailleurs moins allergiques, que les anglophones et les autochtones, à tout ce qui a une connotation souverainiste. Leurs ralliements donnent lieu à des débordements d'enthousiasme qui sortent peu de cercles restreints, en dépit d'efforts certes méritoires. À Québec, par exemple, ils peuvent dire avec raison que tous les immigrants sont Québécois — ils n'ont pas le choix, tout s'y passe en français — mais ils sont aussi bien conscients que la décision ne leur appartient pas. D'autant que c'est dans la région montréalaise que ça se passe, et que là, c'est une tout autre histoire. La déclaration de souveraineté du «peuple du Québec», en préambule au projet de loi n° 1, n'est évidemment pas de nature à susciter bien des conversions parmi les «ancêtres de demain» autres que francophones.

À vrai dire, en dépit des lettres de créances et de l'évidente bonne volonté de leurs dirigeants, les souverainistes sont encore et toujours soupçonnés de pratiquer un «nationalisme d'exclusion». Un député aussi modéré que Christos Sirros les en a d'ailleurs accusés en plein débat référendaire, à l'Assemblée nationale. Pourquoi? En accordant plus d'importance au vote francophone et en laissant entendre que si le NON l'emporte, en dépit d'un OUI majoritaire des francophones, ceux-ci seront frustrés de ne pouvoir contrôler leur destinée. Quand pointent les allusions d'intolérance, voire de racisme, même les plus louables tentatives d'inclusion restent lettre morte, font long feu.

Ce terrain de l'identité est lourdement miné. Pas surprenant que bien peu de ténors des deux camps osent l'aborder, et encore, sur la pointe des pieds. De temps à autre, heureusement, des voix rappellent qu'on ne doit pas examiner les résultats référendaires sur une base ethnique ou linguistique. Ainsi, averti le chef bloquiste Lucien Bouchard, tous les citoyens du Québec sont égaux, et c'est l'ensemble des votes qui scellera le débat. Les souverainistes se trompent de cible s'ils s'en prennent au vote massivement fédéraliste des anglophones et des allophones, ajoute-t-il avec bon sens.

Cette qualité, dont le philosophe prétend qu'elle est la plus répandue, les Québécois en auront besoin d'une bonne dose, quelle que soit leur décision majoritaire, dans deux semaines. Jusqu'où sont-ils disposés à aller sur la voie doublement rocailleuse de l'intégration et de la tolérance, de l'inclusion et de la différence? Des objectifs conciliables, certes, mais au prix d'une gymnastique raffinée, d'une haute voltige toujours périlleuse. Promettre de faire mieux que le voisin canadien, ainsi que l'avance *Le Cœur à l'ouvrage*, ne suffira sûrement pas. En tout cas pas dans l'explosif dossier autochtone.

Sur ce point au moins — beaucoup plus qu'au sujet des anglophones et des allophones — il y a une continuité dans les politiques des péquistes et des libéraux. Quoi qu'ils en disent dans la chaleur du chassé-croisé partisan, les deux grands partis partagent des vues semblables quant à l'intégrité territoriale et quant à la nécessité que l'autonomie gouvernementale des autochtones soit atteinte dans le respect des lois québécoises. Ce qui semble aller de soi pour nous reste une hérésie pour les Premières Nations, qui ne se sentent contraintes ni par un OUI ni par un NON, quoiqu'elles en aient gros sur le cœur contre le projet souverainiste.

Il suffit, pour mesurer la profondeur des griefs et des obstacles, de prendre connaissance des vues exprimées, en plein débat référendaire, par les peuples mohawk, cri et inuit. Les deux derniers s'apprennent d'ailleurs à tenir leur propre référendum la semaine prochaine, soit le 24 et le 26, à mille lieues de celui que nous propose le gouvernement québécois, dans deux semaines.

Ceux qui doutent encore de l'énorme défi qui s'impose avec vigueur n'ont qu'à lire avec attention la page publicitaire des Cris, dans les quotidiens de jeudi dernier. Que se passe-t-il quand le droit à l'autodétermination des uns va à l'encontre de celui qu'invoquent aussi les premiers habitants de ce pays?

On peut faire mine de l'ignorer, jouer à l'autruche, parler de règle de droit comme d'un dogme inattaquable. La question n'en reste pas moins énorme, omniprésente, pressante. La collision n'est pas inévitable, mais pour l'éviter, les incantations sur un Québec pluriel, tolérant et ouvert sur le monde, ne seront pas d'un grand secours. En attendant, pendant que les autochtones concoctent une autre offensive internationale, on peut toujours se chicaner pour un OUI, pour un NON, et se gargariser sur les vertus mirifiques de l'intégration québécoise. La dure réalité finira bien par rattraper les deux camps.

Jusqu'où

va le droit

à la différence?

## L E T T R E S

## Pascal et le référendum

M. Resnick (*Le Devoir*, 21 septembre 1995) rappelle avec à-propos la divergence profonde qui existe entre *Canadians* et Québécois concernant le concept de «nation» et les conséquences qui en découlent. Au delà de cette constatation, quelques pensées de Blaise Pascal me semblent de nature à éclairer le débat actuel.

«Les deux raisons contraires, dit Pascal, il faut commencer par là; sans cela on n'entend rien et tout est hérétique. Et même à la fin de toute vérité, il faut se souvenir de la vérité opposée.» Et il ajoute: «Tous leurs principes sont vrais, des pyrrhoniens, des stoïques, des athées, etc. mais leurs conclusions sont fausses, parce que les principes opposés sont vrais aussi.» (619-394)

Ce qui signifie que les principes des uns et des autres sont vrais,

mais leurs conclusions sont fausses, dans la mesure où elles nient la vérité opposée. Et c'est là l'origine de tous les fanatismes, de toutes les intolérances. «La source de toutes les hérésies, dit Pascal, est de ne pas concevoir l'accord de deux vérités opposées et de croire qu'elles sont incompatibles.»

Pourquoi faire un dogme de l'unité canadienne alors qu'il serait si simple de convenir qu'on ferait plus justement une union canadienne, où les deux-nations, les deux cultures s'accepteraient mutuellement, dans leur façon de vivre et d'organiser la vie en société? On ne pourrait plus brandir cette idée quelque peu tribale sinon tout simplement enfantine de «brisure» du Canada.

Le référendum est une occasion de montrer l'accord possible entre deux vérités opposées. Le OUI serait alors la voix et la voie du bon sens dont rêve chacun.

Claude Collin  
Laval, 22 septembre 1995

## Un colonialisme intérieur

Au moment où le Québec est entré dans la Confédération, au siècle dernier, c'est sous la menace de voir ses affaires reprises par la Grande-Bretagne. Au moment d'en sortir, c'est la menace de voir ses affaires démolies par le Canada qui pèse. Un pays qui croit posséder de tels pouvoirs sur un autre fait preuve de suprématie à l'endroit de ce dernier.

L'acharnement du Canada à toujours jouer à l'encontre des volontés et des besoins du Québec, sous l'argumentation que les Québécois sont autant Canadiens que les autres, est la preuve que non seulement les Canadiens ne veulent pas reconnaître le fait québécois, mais également qu'ils tiennent à cette situation dans laquelle ils sont la majorité et où nous représentons la minorité. C'est là une forme de colonialisme intérieur.

Roger Boudreau  
Québec, 28 septembre 1995



LE MONDE

## Mon pied au culte

**L**es zéloteurs de la mondialisation des marchés le savaient déjà. Pour ma part, je viens d'en avoir une preuve de plus: la connexie est un produit qui s'exporte particulièrement bien. En fait, il se pourrait même que ce soit ce qui s'exporte le mieux.

Notre docteur Lancôt national était de passage, le 5 octobre, à la fac de lettres de l'université d'Avignon — j'ai bien dit: à l'université. On avait prévu une seule séance, mais l'affluence était telle qu'il fallut en offrir deux. Plus de 500 auditeurs, donc, à 30 francs (7,5 \$) chacun l'entrée.

Un entrepreneur devrait tout de suite se mettre là-dessus, vite organiser une tournée des principales villes d'Europe puis, pourquoi pas, du monde entier — il faut voir grand. Aux armes, fougues entrepreneurs: avec tous ses produits dérivés — photos, vêtements, cassettes, livres — voilà une entreprise qu'aucune banque digne de ce nom ne refusera de vous subventionner. Après tout: les États-Unis vendent Arnold; la France vend Patrick Sébastien; au Québec, vendons Lancôt.

Au début de sa conférence, la Doc expose quelques-unes de ses idées. Il s'agit de machins qui, pour être triviaux dans leur généralité, méritent quand même d'être avancés. Qui, par exemple, niera *a priori* que nous vivions dans une société hypermédicalisée? Ou encore que les multinationales des produits pharmaceutiques, ayant le profit pour principe, ne soient susceptibles de pratiques qui contredisent les nobles idéaux sous le couvert desquels ils œuvrent?

Ces lieux communs de la sociologie médicale — la dépendance de l'individu à l'égard de la médecine, le fait qu'il risque d'y perdre la prise en charge de sa propre santé — sont des poncifs auxquels adhèrent même cette pauvre pomme catho, réac et theilhardienne de Paul Chauchard. Rien là que d'anodin, et d'a peine discuté même pour le plus chaud et borné partisan des laboratoires pharmaceutiques ou de la médecine «traditionnelle». Renaud avait dit la même chose en deux lignes: «La médecine est un putain / Son maque-



NORMAND BAILLARGEON

reau c'est le pharmacien.»

Bref: il n'y aurait pas de quoi fouetter un médecin.

Mais c'est lors de la période de questions que ça dérape terriblement. Au point de faire peur.

Je vous épargne le détail de la poutine. Mais, en gros, nous sommes tous des divinités créatrices infinies venues jouer le jeu de la matière. Tous: vous comme moi — en fait surtout vous, parce que moi je ne veux pas.

Et alors? Alors on choisit ce qui nous arrive. On choisit d'être malade — enfin, je crois que c'est ça, si j'ai bien compris. En tout cas, une chose est claire, qui a été nommément dite par le brave Docteur: les enfants de Bosnie ont choisi de naître là, histoire de connaître l'épreuve de la guerre!

Bon: c'est une interprétation.

Mais mon pied au culte de la bêtise, Doc, on doit l'interpréter comment?

Résumons l'essentiel: si demain vous vous chopez un beau cancer, pas de panique. Abandonnez médecine, médicaments, traitements et cherchez pourquoi vous avez voulu ça. Parce que vous l'avez voulu et que la médecine, elle, est une mafia qui vous rend malade.

Dans le cas du sida, c'est encore plus clair. Car lorsque vous passez un test et qu'on vous dit que vous allez mourir, on vous ment frontalement puisque, notez-le bien, le test indique seulement que vous réagissez sainement à un contact avec une saloperie. Somme toute, être déclaré séropositif est une excellente nouvelle — du genre: ce que vous êtes en santé, mon cher monsieur. Mais ces vilains médecins font passer tout ça comme signifiant la mort à plus ou

moins longue échéance. Ce faisant, ils perturbent le malade dont l'état déperit. Et ils le forcent à prendre des médicaments qui achèvent de vérifier le pronostic: quelques années plus tard le voilà bel et bien mort, à cause de la médecine et des médicaments — le rétrovirus, qu'il s'est sans doute donné lui-même volontairement, n'étant pour rien dans son décès, bien entendu.

Passons sur mille questions angossantes que tout cela permettrait de soulever, passons sur mille problèmes ainsi dramatiquement révélés concernant l'état de santé mentale de notre civilisation. N'en retons qu'un: de tels propos ont un auditoire important et ils sont le fait d'un médecin.

C'est qu'il est loin le temps où un médecin était quelqu'un de cultivé, elle est bien loin derrière nous l'alliance de la médecine et de l'humanisme: on forme à présent des technocrates de la santé. Quant aux lieux de culture, comme l'université, ils deviennent des lieux de n'importe quoi.

Quelques conclusions s'imposent, entre de nombreuses autres.

Je ne vous le cache pas: je pense qu'une formation en médecine devrait obligatoirement comporter une solide formation dans ce qu'on nommait autrefois les humanités. Pour une raison toute simple: ça rend moins con et ça aide en tout, même à mieux comprendre les organites de la cellule.

Et une formation en humanités devrait obligatoirement comporter une solide formation en sciences. Pour une raison toute simple: ça rend moins con et ça aide en tout, même à mieux comprendre Montaigne.

Le reste des raisons de demeurer optimiste, dites-vous? Comme les docteurs Thomas et Clément. Sans doute et j'en conviens. Mais sans plus: car il y a aussi des malaises incontrôlables. Comme quand une faculté universitaire de sciences infirmières, au Québec et de nos jours, enseigne le balancement de chakras.

Si vous y tenez absolument je vous explique ce que c'est: mais avant je prendrais bien une aspirine.

## À P R O P O S

## ... de notre âge collectif

La structure par âge de la population québécoise est une des plus jeunes du monde industrialisé.

Avec une natalité très élevée, Israël est, de loin, le pays le plus jeune parmi ceux considérés; les jeunes de 0 à 14 ans y représentaient, en 1991, 31 % de la population et les personnes de 65 ans et plus, 9 %. Seuls l'Australie et les États-Unis comptent également une plus grande proportion de jeunes que le Québec n'en compte. Dans la majorité des pays, l'importance relative des jeunes est inférieure à 20 %, et celle des aînés supérieure à celle du Québec. L'Ita-

lie est le pays où la proportion des 0 à 14 ans est la plus basse avec 16 %. À l'opposé, c'est en Suède que l'on trouve la plus forte proportion de personnes âgées avec 18 % de la population. Le Japon, par ailleurs, compte sur une population en âge de travailler qui recoupe 70 % de la population totale. Le Québec, les Pays-Bas et l'Italie viennent au second rang sur ce chapitre, avec une proportion de 69 %.

*Le Québec comparé: Indicateurs sanitaires, démographiques socio-économiques, Ministère de la Santé et des Services sociaux*

## LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910

Directrice LISE BISSONNETTE

Rédacteur en chef BERNARD DESCÔTEAUX

Vice-président, finances et administration FRANÇOIS THOUIN

Directeur de l'information CLAUDE BEAUREGARD

Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU, GUY TAILLEFER

Rédacteur en chef adjoint JEAN-ROBERT SANSAFON

Directeur artistique ROLAND-YVES CARIGNAN

2050, rue de Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal (Québec) H3A 3M9. Tél.: (514) 985-3333

P A I S C E Q U E D O I S

## IDÉES

Le OUI de la CSN

## Le Québec qu'il nous faut

*Il ne saurait être question de bâtir un pays qui se retrouverait replié sur lui-même, frileusement resserré autour de valeurs passéistes*

GÉRALD LAROSE

Président

Confédération des syndicats nationaux (CSN)

**P**our la deuxième fois en 15 ans, le peuple québécois est appelé, par voie de référendum, à se prononcer sur son avenir. Non seulement sur son avenir, mais aussi sur le sens que les autres peuples et lui-même pourront donner à son histoire.

Voilà qui n'a pas été accordé à tous les peuples, dont on sait que pour une grande partie d'entre eux, l'accession au statut d'État souverain a été le résultat de longues luttes de libération marquées par des années de souffrances et par de nombreux sacrifices en termes de vies humaines. C'est une chance qui est donnée à notre peuple qu'il puisse manifester «le courage de se choisir» (Jacques Mackay, *Le Courage de se choisir*, L'Hexagone, 1983) au terme d'un débat politique comme toute serein et civilisé. Il faut savoir le reconnaître. Et cette chance, il serait très grave de ne pas la saisir.

De tous les débats conduits sur le sujet de la question nationale qui ont marqué la CSN, une constante se dégage: notre engagement militant du côté d'un Québec souverain en est un résolulement tourné vers l'avenir, vers ce qu'il sera possible de faire, une fois qu'aura été levée l'hypothèque des doubles juridictions, résolue l'ambiguïté des compétences enchevêtrées et dissipée la morosité ambiante entretenue par notre propre indécision.

D'un congrès spécial de notre mouvement tenu en 1979 jusqu'à notre prise de position irrévocable en faveur de la souveraineté du Québec dans un congrès régulier, en 1990, l'engagement de la CSN en est un du côté des forces du changement social.

Le Québec souverain pour lequel militent des milliers de membres de la CSN, dans toutes les régions et dans tous les secteurs d'activités, sera fort de tous les leviers indispensables à son développement; capable d'ouverture et de respect à l'égard des citoyennes et des citoyens de toutes origines; soucieux de bâtir une société de justice où s'épanouissent les droits et les libertés; une société soudée par une langue commune, le français.

Il ne saurait donc être question de bâtir un Québec souverain qui se retrouverait replié sur lui-même, frileusement resserré autour de valeurs passéistes. Le nationalisme de la CSN ne s'inspire d'aucune manière à des sources xénophobes et la lutte à toutes les formes de racisme fait partie intégrante de notre engagement. Ce qui est en cause, c'est notre capacité collective de mettre en place toutes les conditions pour construire un pays où nous pourrions vivre à notre goût. C'est dans cette optique que l'accession à la souveraineté devient une condition incontournable, si nous voulons aller plus loin dans la construction d'une société qui sache répondre à nos aspirations.

Il faut dégager des perspectives de cet ordre. Le monde ordinaire, en effet, ne s'embarque pas dans des transformations majeures, comme celle de se donner un pays,

à la manière des théoriciens de la chose politique. Les hommes et les femmes d'ici travailleront activement à des changements profonds s'ils les jugent nécessaires pour vivre de la manière dont ils ont envie. Ils doivent aussi espérer, à la suite de tous ces changements, un aboutissement heureux pour ce qui les concerne.

Il n'est pas inutile de prendre conscience de la composition des forces en présence quand on veut vérifier la validité de ses options fondamentales. Savoir avec qui on se retrouve, quand les camps sont définis de façon aussi nette, peut aider à voir clair en ce qui concerne l'ensemble.

Dans le cadre du débat actuel, qui retrouve-t-on, en effet, dans le camp du NON?

Les gens d'affaires d'abord. Tout ce que le pays compte de banquiers, de grands entrepreneurs et de millionnaires se retrouve du même côté. On comprend qu'ils se portent à la défense d'un système qui les sert fort bien. Mais est-il nécessaire de faire injure à l'intelligence pour ce faire? En passant, les gens d'affaires n'ont jamais été, dans l'histoire, des libérateurs de peuples. L'intérêt du peuple n'est pas leur priorité, celle-ci étant plutôt du côté de leurs actionnaires. Là-dessus, Laurent Beaudoin a été très clair récemment. Mais construit-on un pays et faudrait-il prendre des décisions aussi engageantes dans l'intérêt des actionnaires plutôt que de celui du monde ordinaire? Leurs prétentions devraient cependant se réduire à une portion plutôt congrue quand on voit que, sur les 60 000 emplois créés l'année dernière au Québec, c'est un surplus de seulement 237 emplois qui apparaît dans les 27 plus grandes entreprises faisant affaire ici, une fois comptabilisées les pertes et les créations d'emplois. Voilà qui devrait les inciter à une certaine humilité.

Il y a aussi ceux qui, véhiculant les mêmes arguments qui visent à provoquer peur et inquiétude, n'ont de cesse de rendre encore plus fragiles et vulnérables celles et ceux qui, chez nous, sont justement les premières victimes de ce système dans lequel ils ne trouveront pourtant jamais leur compte, mais dont on s'acharne à leur dire qu'ils lui doivent leur survie.

Massivement, le Québec qui pense et qui s'exprime. Celui qui nous dit, qui nous chante et qui nous définit. Celui qui lutte et qui se bat, dans les usines, dans les institutions. Le Québec du progrès social et du développement durable. Celui qui espère et qui croit qu'il est possible d'agir, celui qui dérange le désordre établi, c'est dans le camp du OUI qu'on le retrouve, ce Québec-là.

Le Québec a ses institutions, massivement moulées sur la solidarité sociale. Ici, nous sommes davantage syndiqués que partout ailleurs en Amérique du Nord. Ici, le mouvement coopératif est plus développé que partout ailleurs en Amérique du Nord. Ici, l'intervention de l'État a toujours été plus importante que partout ailleurs en Amérique du Nord. Pourquoi? Essentiellement parce que pour vivre, pour survivre, le peuple québécois a été obligé de compter sur ses forces collectives.

Contrairement à ce que pourrait souhaiter un Daniel Johnson par exemple, le Québec ne sera jamais une terre où pourrait se répandre un néolibéralisme pur et dur à l'image de celui qui s'installe dans l'Alberta de Ralph Klein, dans l'Ontario de Mike Harris et qui se trouve à

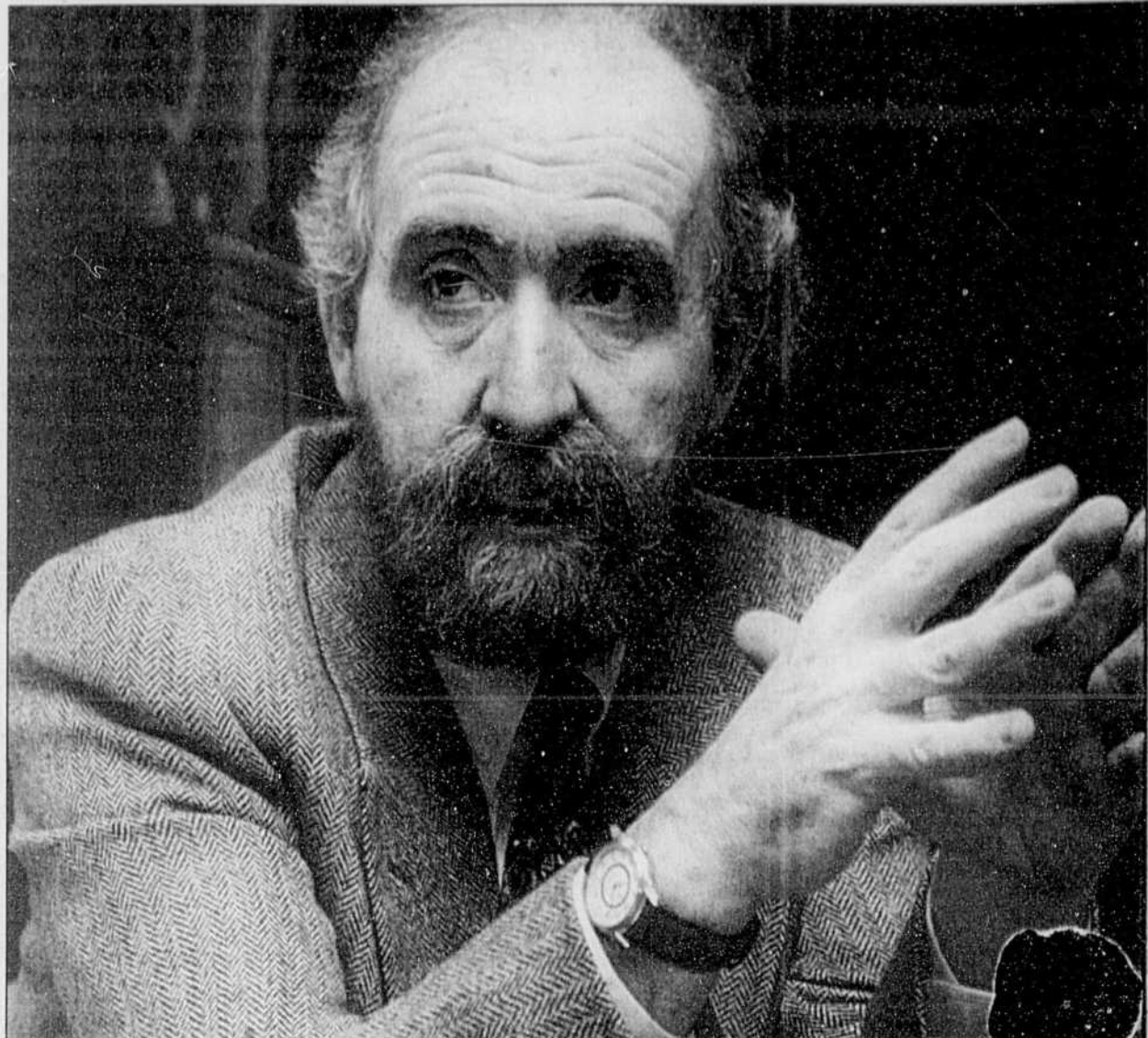


PHOTO JACQUES LAROSE

Gérald Larose: «Les gens d'affaires n'ont jamais été, dans l'histoire, des libérateurs de peuples.»

l'état latent dans les projets fédéraux de MM. Martin et Axworthy, encore tenus sous le boisseau pour les raisons référendaires que l'on sait.

Les interventions des gens d'affaires depuis le début de la campagne constituent à cet égard une fulgurante démonstration que l'idéologie véhiculée par les Laurent Beaudoin, Paul Desmarais, Claude Garcia, Michel Bélanger et autres n'a pas d'affinités avec la tradition québécoise. Sans pour autant valoriser quelque forme de comportement matamore qui aurait pour prétention de nous croire meilleurs que nous les sommes, cette idéologie assumée du rattachement du Québec, cet éloge éffréné du rapetissement de notre peuple ne nous ressemble en rien! Cela, visiblement, est une importation *canadienne* qui veut, une fois pour toutes, classer le Québec, le ranger de façon définitive dans l'ensemble canadien, mettant ainsi un point final au grand œuvre Trudeauiste dont la Constitution de 1982 représente la pierre d'assise et

dont l'histoire retiendra sans doute que c'est à ce moment que par leurs soins, le Québec aura été irrémédiablement séparé du Canada.

Voilà le véritable enjeu de ce référendum: le Québec sera-t-il banalisé de façon irrévocable? Les forces qui agissent contre nous arriveront-elles à leurs fins: éradiquer l'originalité québécoise en terre d'Amérique?

À la CSN, et je pense que c'est le cas pour l'ensemble des forces politiques et populaires réunies dans le camp du changement, nous mettons l'accent sur la formation, sur l'information. Un travail de persuasion, un travail de conviction est donc mené dans les lieux de travail où se trouve un syndicat affilié. Il s'agit d'expliquer; il s'agit de contrer les arguments de peur; il s'agit de travailler pour pouvoir récupérer tous les outils nécessaires à la construction du Québec qu'il nous faut; il s'agit de faire sentir comment le projet de se donner un pays a quelque chose d'exaltant et de stimulant.

L'ex-URSS et l'Europe de l'Est

## Des exemples éloquentes?

## 2- La négociation avec le reste du Canada

JACQUES LÉVESQUE

Professeur de science politique  
Université du Québec à Montréal

**L**e «virage» du mois de février (que Jacques Parizeau a refusé avec raison de reconnaître comme tel) avait pour but de convaincre les «nationalistes mous» (je dirais plutôt les «nationalistes sobres») de s'engager sur la voie de la souveraineté. On nous promet maintenant et sans doute de bonne foi un partenariat mutuellement avantageux avec le Canada, que celui-ci serait bien obligé, la rationalité l'exigeant, de négocier avec nous après le 30 octobre. Le 27 septembre dernier, j'entendais sur les ondes de Radio-Canada, mon collègue et ami Louis Balthazar nous dire que tout serait ouvert et que tout serait sur la table lors de cette négociation. Comme le OUI ne pouvait pas l'emporter par une forte majorité, disait-il, la négociation pourrait aboutir à un nouveau Canada profondément renouvelé. Bref, un Canada dont rêvait encore Lucien Bouchard à l'époque du lac Meech.

La dynamique de «fission»

En fait, si le OUI l'emportait le 30 octobre et même si le reste du Canada voulait négocier, il ne serait pas en mesure de le faire. Là-dessus encore, l'expérience de l'ex-URSS et de l'Europe de l'Est nous offre des enseignements. Ce que j'ai appelé la dynamique de «fission» n'affecte pas seulement les États qui se séparent de leur État fédéral. Elle affecte aussi ceux qui veulent le maintien de la fédération. En URSS par exemple, les cinq républiques d'Asie centrale voulaient le maintien de l'union. Elles n'ont pu ni la maintenir, ni en établir une nouvelle, même entre elles, après la fin de l'URSS.

Certes, si à l'issue d'un OUI au référendum, Jacques Parizeau affirmait que la souveraineté elle-même est négociable, le Québec se verrait fort probablement offrir «la société distincte» et bien d'autres choses. Mais il ne s'agit pas de cela. Le référendum a bien pour but de rendre la souveraineté incontournable. Or, advenant un OUI, le Canada ne sera pas en état de négocier en toute rationalité, pour la bonne raison qu'il sera alors plongé dans une crise existentielle profonde. L'actuel gouvernement fédéral, non seulement n'aurait plus aucune légitimité pour négocier les termes de la souveraineté du Québec, mais il n'aurait même plus la légitimité pour continuer à gouverner ce qui resterait du Canada. Il n'en resterait alors qu'un tronçon de gouvernement fédéral et essentiellement

neuf provinces qui devraient d'abord s'entendre entre elles sur les conditions d'existence d'un nouvel État canadien, avant de pouvoir être en mesure de s'entendre avec un Québec souverain. Leur tâche aurait toutes les chances d'être fort difficile. Ce n'est pas par pure figure de style que beaucoup de Canadiens anglais affirment depuis que la question de l'indépendance du Québec a été posée, que celle-ci remettrait en cause la viabilité du reste du Canada comme État. Ce ne serait pas seulement l'absence de continuité territoriale qui la mettrait en cause. Il s'agirait aussi du «vivre collectif» de provinces comme l'Alberta et la Colombie-Britannique avec des provinces comme Terre-Neuve ou la Nouvelle-Écosse. La volonté de maintien d'un Canada viable alimenterait notamment les demandes de remise en cause de l'intégrité territoriale du Québec. Ici encore, l'expérience de l'Europe de l'Est et de l'ex-URSS (même celle moins malheureuse de la Tchécoslovaquie) enseigne que l'accès à l'indépendance déclenche au moins autant d'irrationalité que de rationalité et autant d'imprévisibilité que de prévisibilité.

J'en viens maintenant, mais rapidement, aux questions économiques. Là-dessus, les différences avec l'ex-URSS et l'Europe de l'Est l'emportent totalement et il serait absurde de prévoir ici un effondrement économique et culturel et la justice sociale. Or, actuellement, presque partout dans le monde, la crise des finances publiques met en crise le rôle de l'État. Le discrédit largement abusif du rôle de l'État a été aggravé par la chute des États communistes. Nous vivons une situation, ici comme ailleurs, où les États de tous les niveaux se délestent de leurs responsabilités. Dans ces conditions, la revendication de sou-

veraineté perd une partie cruciale de sa force d'attraction. Quelle crédibilité peut avoir un État québécois de plus en plus incapable d'exercer ses fonctions actuelles, lorsqu'il revendique plus d'État, soit les responsabilités de l'État fédéral que celui-ci est de moins en moins capable d'exercer? Les gens ne sont pas dupes. Quelle crédibilité peut avoir un gouvernement qui promet de maintenir les dépenses sociales du gouvernement fédéral alors qu'il a déjà commencé à couper les siennes et qu'il héritera, sans doute en pire, de la situation budgétaire du gouvernement fédéral? Quelle crédibilité peut-il avoir lorsqu'il promet des emplois à tous les fonctionnaires fédéraux québécois, alors qu'il doit simultanément réduire le nombre de fonctionnaires québécois?

Ce gouvernement a-t-il fait quelque chose pour commencer à préparer le tissu social québécois à recevoir l'énorme choc des compressions fédérales et québécoises qui suivront le référendum quelle qu'en soit l'issue?

Même si au Canada l'État est loin de contenir toute l'économie, la place de l'État dans l'économie est tout de même suffisamment importante pour que le démantèlement de l'État fédéral et la construction d'un nouvel État ne se fassent pas sans «perturbations» au moins mineures dans l'économie. Comment un tissu social déjà appelé à recevoir un choc très important résisterait-il, par exemple, à une augmentation du chômage, ne serait-ce que de 2 à 3%? Quels seraient les effets d'une telle situation sur des rapports interethniques fragilisés par l'indépendance? Ce sont là pour moi des raisons suffisantes pour dire NON à une indépendance qui dans les conditions actuelles ne m'apparaît plus comme une chimère d'intellectuels des années 60 et 70. Ce n'est pas par hasard que la cause ne mobilise pas beaucoup de gens et que le vote pour le OUI sera pour beaucoup un vote de lassitude pour en finir avec une vieille affaire. Pour la majorité des plus jeunes, ce sera un vote pour le changement avec la conviction sans doute générale que dans la grisaille actuelle, le changement ne peut être que pour le mieux.

Ceci dit, la perspective d'un «écrasement» possible du OUI est loin d'être une perspective réjouissante. Il est bien évident que les intérêts du Québec en seront négativement affectés et qu'une victoire massive du NON pourra ren-

forcer et «aggraver» le *statu quo*. J'en veux au Parti québécois de nous avoir placés délibérément dans cette situation. Il aurait pu, et on le lui a conseillé, faire un référendum à deux questions. Il aurait pu, dans une première question, demander à la population de rejeter la Constitution imposée au Québec en 1982 et de se prononcer ensuite, dans une deuxième question, sur l'indépendance. Sous peine de perdre toute crédibilité, le Parti libéral n'aurait pas pu inviter à voter NON à la première question qui aurait pu recueillir jusqu'à 70 % des suffrages.

Un tel résultat, accompagné d'un rejet de l'indépendance, ne réglerait rien dans l'immédiat, mais il aurait un impact considérable pour la suite de la vie politique au Canada. Il délégitimerait définitivement la prétention de Trudeau selon laquelle le Québec a accepté la Constitution de 1982 par le vote de sa députation à Ottawa. Si le Parti québécois a refusé de poser une première question comme celle-ci, c'est précisément pour pouvoir nous soumettre à la menace du *statu quo* en pensant ainsi mieux nous entraîner vers l'indépendance. Je refuse de me laisser enfermer dans ce jeu et dans cette alternative.

Un choix détestable

Cela dit, le Parti québécois n'est évidemment pas le seul responsable de cette alternative dans laquelle on nous enferme à court terme. Le gouvernement fédéral y est pour beaucoup. Sans nécessairement mettre des «offres» sur la table, il aurait pu tout au moins énoncer des objectifs précis ou encore une philosophie pour gagner une adhésion du Québec à la fédération. Là-dessus, le précédent gouvernement conservateur a été plus courageux, plus responsable et a fait preuve de plus de leadership que l'actuel gouvernement. Ce dernier a pourtant une pente à remonter dans ce dossier, dans la mesure où il est l'héritier de Pierre Elliott Trudeau. Sans le rapatriement unilatéral et honteux de 1982 (qui aurait pu être évité par les concessions mineures demandées par René Lévesque) et le sabotage de l'Accord du lac Meech, nous n'en serions pas là où nous sommes. Si d'aventure le Canada devait périr, le principal fossyeur en aura été Pierre Elliott Trudeau, plus que le PQ et pour des raisons de vindicte dogmatique et mesquine, moins légitimes que celles des indépendantistes québécois.

Le 30 octobre, c'est un choix détestable qui m'est imposé ainsi qu'à beaucoup d'autres Québécois. Il faudra bien en sortir. FIN

## L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine: Sylvain Blanchard, Paul Cauchon, Jean Chartier, Louis-Gilles Francoeur (environnement), Kathleen Lévesque, Caroline Montpetit, Bernard Morrier, Isabelle Paré, Louis Lapierre (adjoint au directeur de l'information), Konrad Yakabuski; Jean-Pierre Legault (responsable des pages thématiques), Diane Séguin (pages éditoriales, responsable de la section Tourisme); Martin Ducloux et Christine Dumazet (relecteurs); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); à l'information culturelle: Michel Bélair (responsable), Stéphane Baillargeon, Paule des Rivières, Robert Lévesque, Benoît Munger, Odile Tremblay; à l'information économique: Gérard Bérubé (responsable), Robert Dufresne, Claude Lévesque, Serge Truffaut, Claude Turcotte; à l'information internationale: Jocelyn Coulon (responsable), François Brousseau (journaliste), Antoine Char, Sylviane Tramier, Clément Trudel; à l'information politique: Pierre O'Neill, Jean Dion (correspondant parlementaire à Ottawa), Gilles Lesage (correspondant parlementaire et éditorialiste à Québec), Michel Venne (correspondant parlementaire à Québec); Serge Chapleau (caricaturiste); à l'information sportive: Yves d'Avignon/Marie-Claude Petit (commis), Marie-Hélène Alarie (secrétaire à la rédaction), Le Documentation: Gilles Paré (directeur), Manon Scott, Serge Laplante (Québec), Rachel Rochefort (Ottawa), LA PUBLICITÉ Lucie Pinsonneault (directrice), Yves Williams (superviseur, avis publics et annonces classées), Jacqueline Avril, Daniel Barbeau, Jean de Billy, Brigitte Cloutier, Gyslain Côté, Marlène Côté, Sylvie Hanna, Christiane Legault, Suzanne Miscevic, Jacques A. Nadeau, Micheline Ruelland, Monique Verreault (publicitaires); Sylvie Laporte, Pierrette Rousseau, Micheline Turgeon; Michèle Bouchard (secrétaire), L'ADMINISTRATION Yves Bouthiette (contrôleur), Dany Dépatie (adjointe à l'administration et coordonnatrice aux ressources humaines), Nicole Carmel (responsable des services comptables), Jeanne-Arc Houde (secrétaire à la direction); Florine Cormier, Céline Furoy, Nathalie Perrier, Danièle Ponton, Danielle Ross, LE MARKETING ET SERVICE À LA CLIENTÈLE Johanne Brien (secrétaire), Manon Blanchette, Monique L'Heureux, Lise Lachapelle, Rachelle Leclerc-Venne, LA PROMOTION ET LES RELATIONS PUBLIQUES Louise Gagné (directrice), Chrystian Guy (superviseur à la promotion des abonnements), LA PRODUCTION Jocelyn Arsenault (directeur de la technologie et des approvisionnements), Michael Schneider et Marie-France Turgeon (direction de la production), Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard Des-Cormiers, Marie-Josée Hudon, Sylvain Lesage, Michèle Malenfant, Christian Vien, Olivier Zaida, LE CONSEIL DU DEVOIR INC. Marcel Couture (président), LA FONDATION DU DEVOIR Marcel Couture (président), Roger Boisvert (vice-président et directeur général).

LE DEVOIR

## ACTUALITÉS

CHRONIQUE  
RÉFÉRENDIAIREConfusion  
ou espoir?

On est bien exigeant des électeurs. On leur demande une cohérence et un esprit de décision, de choisir entre blanc et noir, alors que dans la vie de chaque jour, les chemins sont, le plus souvent, tortueux. Rarement tranche-t-on dans le vif. Si une amitié s'éteint, c'est à petits feux, et avec l'espoir qu'on ne perdra pas tout à fait contact. Ruptures brutales? Elles sont rares, à moins qu'elles ne nous soient imposées par la mort ou par l'éloignement.

Le gouvernement Parizeau, aidé par Lucien Bouchard et Mario Dumont, a compris cette réalité. Le projet de M. Parizeau, à l'origine, était d'inviter les Québécois à se prononcer sur une rupture pure et simple avec le Canada. Dès après un OUI, une loi déclarant le Québec souverain aurait été mise en vigueur. Après coup seulement, on aurait pu négocier une nouvelle union économique. Depuis le virage du printemps, la logique est inversée. Après un OUI, ce sont d'abord des négociations sur un nouveau partenariat qui démarrent, au terme desquelles le Québec pourra se proclamer souverain.

Le camp du NON crie à l'imposture. Le seul enjeu, selon lui, est la séparation du Québec du reste du Canada. À ses yeux, ces négociations sont bidon. Déjà, on remet en question la validité d'un vote qui aurait été obtenu, si le OUI l'emporte, dans la confusion.

Ainsi, on montre du doigt des résultats de sondages qui indiquent qu'entre le cinquième et le quart des électeurs qui s'apprêtent à voter OUI, croient que le Québec souverain resterait une province du Canada. On note les déclarations du commerçant de vin Jean-Denis Côté. Ce dernier est fédéraliste mais il va voter OUI pour donner un mandat fort à Lucien Bouchard, comme négociateur en chef du Québec, pour renouveler la relation entre le Québec et le Canada.

Selon M. Côté, jamais le Québec ne sera séparé même après OUI. Le metteur en scène Robert Lepage, lui aussi, vote OUI mais au nouveau partenariat qui pourrait, selon lui, améliorer les relations entre les deux solitudes.

Ni Côté, ni Lepage ne sont dans la confusion, j'en suis sûr. Car ils ont tous les deux entendu les trois chefs politiques du camp du OUI. M. Parizeau, très clair, offre le choix entre deux pays, le Québec ou le Canada. Si c'est OUI, le Québec va devenir souverain, c'est inévitable. M. Dumont rejette la possibilité que les négociations puissent mener à un fédéralisme renouvelé. M. Bouchard, l'autre midi à la radio, qualifiait d'illégal et d'illégitime l'hypothèse qu'après un OUI, il négocie autre chose que la souveraineté.

L'anthropologue de l'université Laval Eric Schwimmer s'est penché sur cette ambivalence des Québécois dans son livre *Le Syndrome des Plaines d'Abraham* (Boréal). À partir d'entrevues réalisées avec plusieurs électeurs indécis, il constate que les Québécois ne sont pas satisfaits de leur relation avec le reste du Canada mais qu'ils refusent la solution radicale de l'indépendance. Pourquoi? Parce que nos comportements politiques sont très semblables à nos comportements privés. Cela est surtout vrai dans les classes populaires où, a-t-il constaté, dans la vie, les liens ne se brisent presque jamais.

La question que voulait poser Parizeau à l'origine, ne leur permettait pas de retrouver leurs espoirs et leur vision. Ils préféreraient que la question soit «un texte nébuleux qui les laisse rêver», comme Côté et Lepage, d'une nouvelle relation Québec-Canada. La question finalement posée au référendum leur donne cette latitude et la nomination de M. Bouchard leur confirme l'engagement du gouvernement de s'engager dans une négociation. M. Parizeau a déjà dit que le Canada pourrait faire des contre-propositions au Québec. L'offre n'est pas à prendre ou à laisser. Bernard Landry a déjà dit que le Québec ne bousculerait pas le Canada si ce dernier se montre ouvert à négocier de bonne foi. Qui sait ce qui peut advenir au terme de telles négociations?

En outre, les gens constatent que la souveraineté n'a plus le même sens aujourd'hui et que les pays souverains ont tous des liens avec d'autres. Dans ce contexte, selon Schwimmer, ils peuvent prendre le risque de proposer des changements même si cette démarche peut aboutir à un échec. Ce n'est pas la crainte d'être indépendants qui freine les gens, selon l'anthropologue. C'est l'horreur de la rupture. Mais si après que le Québec eut proposé une solution, c'est le Canada qui dit NON, «on pourrait alors dire que le Canada nous a mis dehors». L'odieuse de la rupture reviendrait alors aux autres.

## JOHNSON «C'est le début d'une longue chicane»

SUITE DE LA PAGE 1

brage des pouvoirs au sein du Québec. Le gouvernement du Québec ne veut pas discuter de ça. C'est une occasion manquée», déplore M. Johnson.

Il n'a d'ailleurs pas manqué d'imputer la faute à Lucien Bouchard, nommé la semaine dernière négociateur en chef, advenant la victoire du OUI. Le chef fédéraliste reproche à M. Bouchard de qualifier d'irrecevables et d'impossibles toutes propositions qui viendraient du reste du Canada après la séparation pour revoir le fédéralisme canadien. «Tout un négociateur qui envoie paître le monde! Ce sont ses partenaires le lendemain de la séparation et aujourd'hui, il leur dit qu'il ne veut rien savoir d'eux. Je ne sais pas ce qu'on se réserve comme lende-

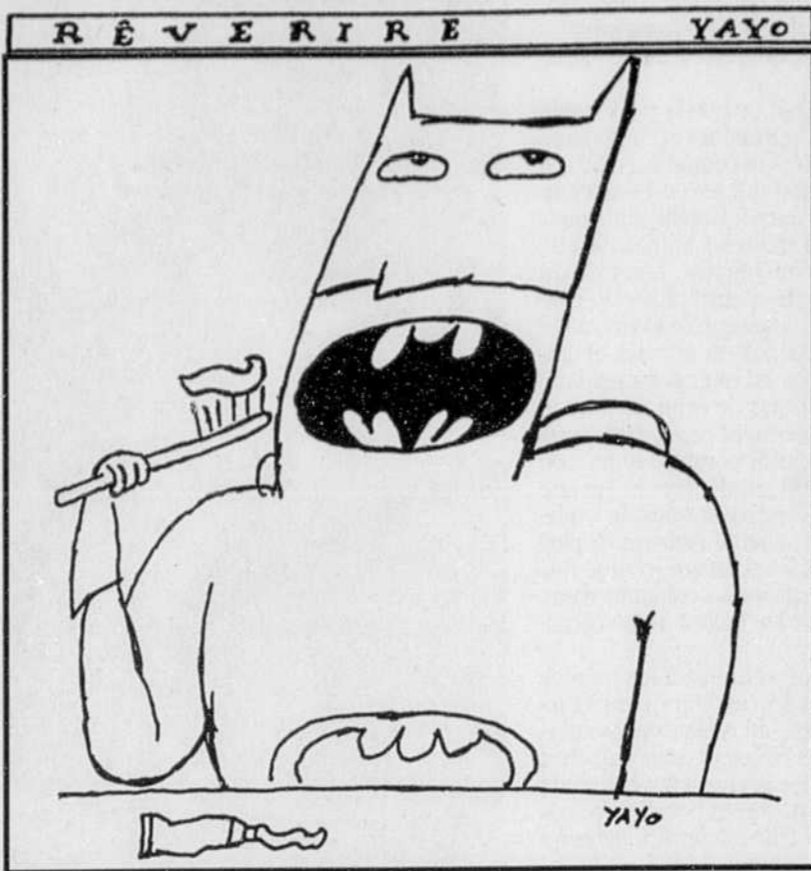
main», s'est indigné M. Johnson.

Plus tôt dans la journée, en entrevue sur le réseau RDI, le chef des forces du NON a d'ailleurs prédit des négociations plus que houleuses le 31 octobre entre un Québec souverain et le Canada. «C'est le début d'une longue chicane», a-t-il tranché avant d'ajouter: «C'est un trou noir. Au lendemain d'un OUI, en pratique, il va falloir limiter les dégâts.»

En somme, Daniel Johnson estime que les souverainistes s'illuminent notamment au chapitre de l'avenir économique du Québec. La seule fois que Lucien Bouchard a parlé d'économie, rappelle-t-il, c'est pour contredire Jacques Parizeau quant à l'ampleur du déficit d'un Québec souverain.

M. Johnson n'a pas manqué de souligner que M. Pa-

riseau reconnaît qu'une victoire du OUI provoquera des soubresauts économiques. «Mario Dumont a été un peu plus clair samedi. Il a dit qu'il y avait des coûts à la souveraineté et qu'il faut en parler. (...) Jean Allaire aussi affirme que ça va coûter quelque chose en emplois, en taxes, en compressions de services», a constaté le chef fédéraliste. Puis, sur un ton que l'on réserve aux amis que l'on veut ramener à la raison, M. Johnson a lu devant les quelque 300 militants réunis à Dorion, une lettre qu'il a adressée à Lucien Bouchard. «Il faut que tu le reconnais, l'économie ce n'est pas ta matière forte. Alors parle de souveraineté, mon vieux, mais ne conte pas d'histoires sur les coûts de l'aventure», a recommandé M. Johnson qui a eu droit à une ovation.



## POWELL

SUITE DE LA PAGE 1

Colin Powell lève un œil intéressé, sourit: «Vraiment? J'espère que vous me contacterez si je décide de me présenter.»

Boston, Chicago, Milwaukee... Les mêmes scènes se répètent à travers le pays depuis la mi-septembre; à Los Angeles, des gens ont fait la queue pendant neuf heures pour faire signer leur exemplaire de *My American Journey*, initialement tiré à un million d'exemplaires et que l'éditeur, Random House, s'est dépêché de remettre sous presse dès la première semaine pour en tirer un quart de million de plus.

Intrigué, Fidel Castro s'est fait personnellement traduire le livre, raconte Angela Davis, de retour de Cuba. Epoustouffée par l'enthousiasme des Américains et terrifiée à l'idée d'un duel sans gloire entre le démocrate Bill Clinton et le sénateur républicain Bob Dole, la presse vit en ce moment une grande histoire d'amour avec Colin Powell, qui s'y prête volontiers. Deux groupes nationaux se sont formés pour appuyer sa candidature, l'un à l'initiative de nostalgiques d'Eisenhower, l'autre composé surtout de représentants des classes moyennes noires; le général Powell est totalement étranger à leur création, mais ne fait rien pour les dissuader. Il décidera, répète-t-il à l'envi, d'une éventuelle candidature en novembre, en famille, après avoir pris le pouls de l'Amérique. Trois semaines après la sortie de son livre, un sondage donne Colin Powell gagnant avec 54 % contre 39 % à Bill Clinton et à égalité avec Bob Dole dans le cas d'une primaire républicaine. Est-ce suffisant? S'il se présente, il préférerait le faire sous la bannière républicaine, mais il veut des assurances: «Si jamais je me lance dans la politique, c'est pour gagner.»

Quelle que soit sa décision, c'est, à cinquante-huit ans, un aboutissement remarquable pour un parcours très américain, une *success story* comme Hollywood sait les faire. Né à Harlem en 1937 de parents fraîchement immigrés de la Jamaïque, Luther et Ariel, Colin Powell grandit dans un quartier du South Bronx où Italiens, Juifs, Polonais, Hispaniques et Noirs cohabitent à l'époque harmonieusement. «Mes copains, écrit-il, s'appelaient Victor Ramirez, Walter Schwartz, Manny Garcia, Melvin Klein.» Luther et Ariel Powell travaillent dur, dans l'industrie du vêtement; plus tard, en 1956, 10 000 dollars gagnés à la loterie permettront à Luther Powell d'emménager dans une petite maison de Queens. Le jeune Colin est un élève moyen mais

sérieux, apprend un peu de yiddish en donnant un coup de main dans une boutique de coin. Le travail, la soif de connaître et la solidarité familiale sont les clés de la réussite du clan Powell, qui, cousins compris, compte aujourd'hui deux juges, deux ambassadeurs, un savant, deux chefs d'entreprise et peut-être bientôt le premier président noir des États-Unis. Conscients de leur race, les Powell n'en sont jamais otages c'est l'une des caractéristiques des immigrants des Caraïbes, où l'esclavage fut aboli plus tôt qu'aux États-Unis et où le pouvoir colonial britannique laissa davantage d'espace à l'initiative individuelle. Contrairement aux Noirs des États-Unis, les Noirs des Caraïbes, écrit Colin Powell, «n'ont pas vu leur dignité personnelle piétinée pendant trois cents ans». Ils débarquent en Amérique pour réussir, avec une mentalité d'immigrant, pas de victime. Un Jamaïcain, raconte-t-on, ne dit pas: «Je ne peux pas»; il dit: «Je vais essayer.» La ségrégation et le racisme, Colin Powell en fera l'expérience plus tard, dans le Sud, lorsqu'il va en Alabama voir la famille de sa fiancée, Alma, ou lorsque, jeune marié et jeune officier, il doit rejoindre en 1962 la base de Fort Bragg, en Caroline du Nord, avant de partir pour le Vietnam. Faute de trouver un hôtel pour gens de couleur, Colin et Alma Powell doivent faire d'une seule traite la route Boston — Fort Bragg, avec un arrêt dans les bois car les stations-service où ils font le plein n'offrent pas de toilettes pour les Noirs...

«Comment n'êtes-vous pas devenu aigri?», lui demande Barbara Walters sur la chaîne ABC. «En me disant que le problème ne venait pas de moi, répond-il. Je n'avais rien fait de mal. J'étais américain.» Le facteur racial est un sujet sur lequel Colin Powell s'exprime avec spontanéité, faisant preuve d'une remarquable aisance. Noir ou pas, Colin Powell est bien dans sa peau, et c'est incontestablement l'une des raisons de l'attrait qu'il exerce sur ses compatriotes. Ses trente-cinq années passées dans l'armée, la seule institution fédérale qui ait réellement promu et réussi l'intégration raciale, y ont contribué: Américain avant d'être Noir. «Je ne cherche pas à être un leader noir», dit-il, tout en restant lucide sur la persistance du racisme un restaurant proche de Washington n'a-t-il pas, l'an dernier, refusé de servir quatre gardes du corps noirs du président Clinton? «Je n'ai jamais fui ma couleur; elle est même une source de force; mais j'espère que les gens ne me verront pas à travers ce prisme, celui du Noir pour lequel ils pourraient voter.»

## MEF

SUITE DE LA PAGE 1

Richard Le Hir. Elle constitue plutôt un bilan des embûches politiques, législatives et réglementaires auxquelles la direction du MEF se heurte depuis les années 1980 et qui accaparent parfois plus d'énergie que la gestion environnementale elle-même.

Le rapport s'inquiète tout particulièrement des séquelles constitutionnelles du nouveau projet de loi fédéral sur les océans, déposé en juin, qui «envisage de gérer directement le milieu marin, ses ressources, ses perspectives de développement durable et tous les facteurs qui pourraient l'influencer, en particulier, les rejets des entreprises et des municipalités côtières qui pourraient le perturber ou le dégrader.»

La Cour suprême avait «déposé» le Québec en 1988 de la gestion du milieu marin de son territoire en qualifiant la prévention de sa pollution de domaine d'intérêt national.

Même si on fondait le pouvoir d'Ottawa sur sa capacité d'intervention en cas d'urgence et que les provinces demeurent propriétaires du territoire marin, Ottawa «cherche à tirer profit au maximum de ce jugement et envisage de gérer directement le milieu marin» et ses ressources, précise le MEF.

«Bien que le projet de loi se montre évasif sur ce sujet, son adoption pourrait entraîner l'intervention du gouvernement fédéral sur l'ensemble de l'estuaire marin du Saint-Laurent. La prise en charge de la Garde côtière canadienne par le ministère des Pêches et Océans pourrait, en outre, donner à ce ministère une autorité majeure sur cette voie fluviale (propriété du Québec) jusqu'aux Grands Lacs», commente l'étude du MEF.

Cette dernière ajoute qu'en «assurant son autorité sur le golfe et l'estuaire marin, le gouvernement fédéral pourrait prétendre à moyen ou à long terme à la gérance également des eaux et des usages des tribunes de l'estuaire marin et, de façon ultime, de toute la partie fluviale en eaux douces, du fait que les contaminants qu'elle véhicule pourraient être considérés comme une source de dégradation du milieu marin.»

Globalement, le nombre croissant des interventions fédérales, conclut le document du MEF, commence à hypothéquer la capacité du Québec de gérer efficacement son environnement par une approche intégrée, compte tenu du fait qu'Ottawa impose constamment de nouvelles priorités, dédouble les interventions provinciales et force, en plus, la province à assumer des dépenses nouvelles au dépens de ses propres priorités.

Il n'était pas évident dans les années 1970 que l'environnement allait devenir un nouveau cheval de Troie d'Ottawa dans les fiefs traditionnels des provinces comme la gestion des ressources naturelles, des toxiques, des espèces maritimes, et, bientôt, des espèces menacées, du golfe, du fleuve et de ses tributaires, précise l'étude, qui fait remonter à 1980 «l'histoire moderne» de la protection environnementale au Québec.

Selon les cas, indique le rapport du MEF, Ottawa élargit ses compétences en invoquant tout à tour l'intérêt national, son pouvoir d'intervention d'urgence, le contrôle des frontières, sa capacité de signer des ententes internationales, son rôle d'arbitre interprovincial et son pouvoir de dépenser pour «s'arroger le droit de récrire seul et de façon unilatérale la Constitution du Canada qu'il souhaite imposer à tous les autres gouvernements», précise l'étude du MEF.

Les principaux domaines où Ottawa chevauche les responsabilités environnementales du Québec sont, selon le rapport, les pluies acides, les gaz à effet de serre, la diversité biologique, la gestion des lieux contaminés, la gestion des déchets solides et des déchets dangereux, les rejets industriels, les substances dommageables à la couche d'ozone, la protection des habitats et milieux humides du Saint-Laurent, la formation des chasseurs, les refuges fauniques, les évaluations environnementales, les bilans environnementaux, la recherche sur les cours d'eau, la gestion du Saint-Laurent, le réseau de parcs, les espèces menacées ou vulnérables, l'assistance à l'industrie environnementale, etc.

«Ce sont tous des secteurs où l'intervention du gouvernement fédéral est venue perturber la réalisation des plans québécois, soit en cherchant à les compléter, mais sans éviter le double emploi, soit en cherchant à les détourner vers d'autres objectifs que ceux initialement établis en fonction des besoins du Québec», ajoute l'étude.

Dans d'autres domaines, ce sont les lois et les règlements fédéraux qui dédoublent les normes québécoises et empêchent qu'elles ne s'appliquent aux organismes fédéraux, dont certains, comme les ports, sont qualifiés de «véritables havres de pollution».

L'étude provinciale reconnaît qu'il «peut être utile et pertinent» de coordonner l'identification des produits toxiques à travers le pays, mais l'intention d'Ottawa de mettre en place des stratégies industrielles pour contrôler leur utilisation «relève clairement de la responsabilité des provinces».

Ottawa a ainsi institué une double réglementation dans le domaine des pâtes et papier et projette de le faire maintenant pour les résidus miniers et avec son nouveau programme de prévention de la pollution.

Les interventions fédérales, ajoute l'étude, ne se situent plus seulement dans les secteurs d'intervention rituels des provinces, comme les secteurs industriels, agricoles, municipaux, de la chasse et de la pêche, ou du développement économique, etc., mais elles visent souvent des problèmes gérés directement par le Québec: il en est ainsi du smog urbain et des émissions acides, des risques à la santé, de la prévention de la pollution, de l'éducation environnementale, des inventaires d'émissions atmosphériques, de la gestion des populations d'oiseaux, des habitats du poisson, des analyses de laboratoire, de l'aide à la recherche environnementale.



BISCASSO, Fonds de développement Emploi-Montréal  
Emplois : 36

LE FONDS  
DE SOLIDARITÉ  
DES TRAVAILLEURS  
DU QUÉBEC (FTO)

Avec ses fonds régionaux et locaux

LE FONDS INVESTIT DANS L'EMPLOI!



LE DEVOIR

LES BUREAUX DU DEVOIR SONT OUVERTS  
DU LUNDI AU VENDREDI DE 9H00 À 16H30  
2050, RUE DE BLEURY, 9E ÉTAGE, MONTRÉAL, (QUÉBEC) H3A 3M9  
RENSEIGNEMENTS ET ADMINISTRATION : (514) 985-3333

PUBLICITÉ (514) 985-3344  
ANNONCES CLASSÉES (514) 985-3344  
PUBLICITÉ (514) 985-3399 / télécopieur (514) 985-3390  
NUMÉRO SANS FRAIS 1-800-363-0305

SERVICE DES ABONNEMENTS  
Les numéros de téléphone suivants  
sont valables pour le service  
de livraison par camelot et  
pour les abonnements postaux.  
DU LUNDI AU VENDREDI DE 8H00 À 16H30  
Montréal (514) 985-3355 / télécopieur (514) 985-3390  
Extérieur (sans frais) 1 800 463-7559